



PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Une reprise économique sur
fond d'incertitudes

©2021 Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO

Tous droits réservés. Publié en 2021

La publication intitulée "Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest" (PDAO) est une publication annuelle éditée par les services de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). Les opinions, projections et recommandations politiques qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de la BIDC, de son Conseil des gouverneurs ou des pays qu'elle représente. Ces opinions sont exclusivement celles du personnel de la Banque.

La Banque encourage l'impression ou la copie des informations uniquement à des fins personnelles et non commerciales, avec mention expresse du nom de la Banque.

Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO

128, Boulevard du 13 janvier

BP 2704, Lomé - Togo

Tel: (+228) 22 21 68 64

Fax: (+228) 22 21 86 84

www.bidc-ebid.org

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ASS	Afrique subsaharienne
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
CAE-5	Communauté d'Afrique de l'Est, à l'exclusion du Sud-Soudan
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COVAX	Accès mondial aux vaccins COVID-19
FMI	Fonds Monétaire International
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
PDAO	Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest
PIB	Produit intérieur brut
ROE	Reste de la CEDEAO
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
ZLECAf	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine
ZMAO	Zone Monétaire Ouest-Africaine

AVANT-PROPOS

L'année 2020 a sans doute été la période la plus éprouvante de l'histoire socio-économique de la sous-région ouest-africaine. Cette année qui était annoncée comme une année de croissance économique soutenue, est devenue, pandémie COVID-19 oblige, une année de régression économique et un cauchemar sanitaire avec pour conséquence des pertes en vies humaines et de moyens de subsistance. Pour de nombreux pays, la régression a été telle, qu'il leur faudra du temps pour retrouver la situation qui prévalait en fin d'année 2019.

Face au faible niveau des recettes, les dépenses ont explosé dans de nombreux États membres, engendrant d'énormes déficits budgétaires. En outre, les confinements et les fermetures de frontières ont entraîné une perte d'heures de travail et le blocage des chaînes d'approvisionnement, tandis que la demande globale des principales matières premières diminuait. Cette situation a eu des effets variés sur les prix, notamment la hausse des prix des denrées alimentaires dans plusieurs pays. L'approvisionnement de produits essentiels tels que les masques et autres équipements de protection individuelle ont également subi une flambée des prix, la demande étant supérieure à l'offre. Le prix du pétrole brut a entamé, au cours du premier trimestre 2021, une tendance haussière, à mesure que la demande remontait, ce qui a influé sur la stabilisation des prix dans la sous-région, notamment dans la ZMAO.

Les populations et les gouvernements, lassés des restrictions imposées en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19, ont accueilli avec joie l'approbation du vaccin à la fin 2020. Mais la dure réalité est que le déploiement des vaccins a davantage mis en lumière les disparités économiques dans notre monde. Pendant que les pays riches se procurent rapidement des vaccins, les pays de notre région ont du mal à faire de même, et s'en remettent principalement à l'initiative COVAX (COVID-19 Vaccines Global Access) pour lancer le processus de vaccination. Cette disparité dans le déploiement des vaccins est révélatrice de la piètre préparation des pays face aux pandémies. En effet, il est probable que les chances de venir à bout du virus dans la sous-région se concrétisent après 2021, étant donné que la plupart des pays recevront leurs vaccins à partir du dernier trimestre de 2021.

Les fondamentaux macroéconomiques n'ont pas été solides en 2020, avec une détérioration des principaux indicateurs dans toute la sous-région. Les projections pour 2021 laissent entrevoir une reprise en forme de V, avec une amélioration des performances de l'activité économique en 2022. Les déficits budgétaires devraient également se résorber, mais les niveaux d'endettement devraient augmenter dans de nombreux pays en raison de la persistance du besoin de financement. La hausse progressive des cours des matières premières aidant, notamment celui du pétrole brut, les recettes d'exportation devraient s'accroître en 2021, entraînant une réduction du déficit de la balance courante.

La Banque a, pour sa part, accordé un don de 1,5 million de dollar américain aux États membres pour soutenir leurs actions de lutte contre la pandémie, afin d'atténuer son impact négatif sur les personnes vulnérables au sein de la Communauté. En outre, la Banque a reporté sans frais supplémentaires le paiement du principal des prêts et des intérêts pour les clients dont

les opérations ont été touchées par la pandémie, tout en procédant aux décaissements en faveur de certains projets pour lesquels elle s'était engagée à financer.

Par ailleurs, la Banque s'est positionnée de la meilleure manière pour accompagner les États membres dans leurs efforts visant à surmonter les conséquences néfastes de la pandémie. Ce positionnement se reflète dans le Plan stratégique 2021-2025, la Stratégie 2025, dont le thème est "Vers une CEDEAO redynamisée, habilitée et résiliente", et qui repose sur les piliers suivants :

- le repositionnement de la Banque en vue de concrétiser sa proposition de valeur ; et
- la promotion d'une croissance et d'un développement résilients, inclusifs et durables.

Le thème de cette première édition des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest qui s'intitule "La reprise économique sur fond d'incertitudes" traduit les aspirations des États membres, tout en prenant en compte l'environnement difficile dans lequel ils doivent évoluer. À cette fin, la Banque œuvrera avec les États membres pour poursuivre le financement des PME/PMI, de l'agriculture, de la santé et des infrastructures, entre autres, afin de garantir la protection des vies et des moyens de subsistance.

Outre cela, il est important que les États membres identifient et améliorent les enseignements positifs tirés de l'expérience de la pandémie. Il est tout aussi crucial qu'ils s'efforcent de réduire leurs déficits budgétaires et de contrôler le taux d'accumulation de la dette, en vue de ramener la dette globale dans des limites soutenables. Il convient également de souligner que la lutte contre la pandémie de COVID-19 n'est pas encore gagnée. Il est donc capital de respecter les protocoles tout en poursuivant sans relâche le processus d'acquisition de vaccins en temps utile.

George Agyekum DONKOR, PhD, DBA

Président de la BIDC et Président du Conseil d'administration de la BIDC

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET SIGLES	i
AVANT-PROPOS	ii
Tableaux, Figures et Encadrés	v
FAITS SAILLANTS	1
Performance	1
Perspectives	1
Recommandations	2
Risques de détérioration	2
PERFORMANCES ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES	3
Détérioration des indicateurs socio-économiques	3
La relance en période d'incertitude	15
OPTIONS POLITIQUES POUR UN REDRESSEMENT	18
Mettre l'accent sur les aspects positifs de la pandémie	18
Faire les choses essentielles qui comptent	19
Risques de dégradation	20
RÉFÉRENCES	21
FICHES PAYS	22
ANNEXES STATISTIQUES	38

Tableaux, Figures et Encadrés

Tableau

Tableau 1: Critères de convergence de la CEDEAO	14
---	----

Figures

Figure 1: COVID-19 Ratios	3
Figure 2: Nombre de pics de cas COVID-19 et mois de pics	4
Figure 3: Estimation des pertes d'heures de travail en 2020	4
Figure 4: Estimations de la pauvreté en dessous de 1,90 USD/jour	5
Figure 5 : Croissance comparée du PIB	5
Figure 6: Répartition du PIB au sein de la CEDEAO	5
Figure 7: Croissance du PIB DE LA CEDEAO	6
Figure 8: Évolution des prix des matières premières en 2020	7
Figure 9: Évolution du taux de change	7
Figure 10:Évolution des revenus	7
Figure 11: Évolution des dépenses	8
Figure 12: Évolution du déficit budgétaire dans la CEDEAO	8
Figure 13: Ratios Dette/PIB	9
Figure 14: Déficits budgétaires et dette dans l'espace CEDEAO	9
Figure 15: Variations du taux de politique monétaire	13
Figure 16: Évolutions de la monnaie au sens large	13
Figure 17: Inflation moyenne	14
Figure 18: La couverture vaccinale	15
Figure 19: Cours à terme du pétrole Brent	16
Figure 20: Ratio recettes/PIB	19

Encadrés

Encadré 1 : Ghana : Augmentation de la dette et sa soutenabilité	10
Encadré 2 : Togo : D'un modeste excédent budgétaire à un large déficit	11
Encadré 3 : Cap-Vert : Surmonter la crise du secteur du tourisme	12

FAITS SAILLANTS

Performance

Il ressort des PDAO que l'économie ouest-africaine n'a jamais été aussi durement touchée qu'elle l'a été en 2020. La crise financière mondiale de 2008 et la crise financière asiatique de 1997 qui l'a précédée n'avaient pas produit un impact comparable à celui causé par la COVID-19 sur ces économies. En revanche, la pandémie a touché la sous-région de manière directe et indirecte, à travers les infections, les décès, les confinements, les fermetures de frontières, les pertes de recettes fiscales, couplés à une hausse des dépenses publiques, à une contraction de la demande générale de matières premières ainsi qu'à une diminution du soutien des partenaires au développement.

Cette situation a ramené la sous-région de nombreuses années en arrière, entraînant des déficits budgétaires béants dans tous les pays, une augmentation de la dette et des inquiétudes quant à sa soutenabilité, un relâchement momentané de la lutte contre la pauvreté et une désaffection possible des investissements dans les infrastructures au profit d'une augmentation des dépenses sociales. L'activité économique de la sous-région a reculé de 0,7%, contre une croissance de 3,6% en 2019. Malgré la faiblesse des taux de croissance du PIB, les performances de fin d'année ont été bien meilleures que prévu initialement. Cela s'explique en partie par un rebond des prix des matières premières après l'assouplissement des mesures de confinement plutôt strictes liées à la COVID-19 qui ont produit des effets négatifs sur la demande globale.

À l'échelle mondiale, la pandémie a causé la perte d'environ 255 millions d'emplois équivalent à des emplois à temps plein en 2020. Cela a constitué une perte de 8,8% des heures de travail par rapport au dernier trimestre de 2019. En Afrique, 29 millions d'emplois au total ont été perdus, soit une réduction de 7,7% comparativement au quatrième trimestre de 2019. L'Afrique de l'Ouest (y compris la Mauritanie et Sainte-Hélène) a perdu 7 millions d'emplois, soit une perte de 6,4% par rapport au quatrième trimestre de 2019.

Perspectives

La croissance du PIB réel dans la région de la CEDEAO devrait atteindre 3,9% et 4,4% en 2021 et 2022 respectivement, mais les stratégies de reprise diffèrent selon les États membres. Ceci s'explique par la combinaison de la remontée des prix des matières premières et d'événements susceptibles de freiner la production. La croissance globale est également affectée par des projections de croissance revues à la baisse pour les économies à dominance touristique, du fait de la fragilité de la reprise du secteur au premier trimestre.

L'année 2021 a démarré avec une hausse des prix du pétrole brut, par rapport à 2020, et des frais de fret élevés en raison de la reprise de la demande de services de transport maritime. Étant donné que tous les pays de la sous-région sont des importateurs nets de produits pétroliers raffinés, il est probable que les prix à la pompe soient revus à la hausse dans de nombreux pays afin d'atténuer l'impact de cette évolution des prix sur les recettes fiscales. La combinaison de ces deux facteurs, ainsi que l'inflation alimentaire, devraient engendrer une

hausse du niveau général des prix en 2021.

Recommandations

En raison de l'incertitude entourant la durée de la pandémie, il est impératif que les autorités monétaires et budgétaires adoptent une politique à long terme de lutte contre la pandémie afin de neutraliser tout effet de surprise.

Afin de réduire le déficit budgétaire et d'améliorer la soutenabilité de la dette, il est important d'adopter une attitude prudente en ce qui concerne les recettes, tout en tâchant de rationaliser les dépenses en 2021 et 2022. Il est également nécessaire d'explorer des stratégies novatrices d'augmentation des recettes, sans infliger de trop grandes difficultés aux contribuables, afin de favoriser les investissements dans les secteurs essentiels de l'économie.

Nonobstant l'assainissement budgétaire, les dépenses sociales ne doivent pas être restreintes inutilement, étant donné que dans l'hypothèse d'une pandémie plus longue, davantage de personnes pourront se retrouver en situation de vulnérabilité. En effet, alors que les pays s'efforcent de redresser leurs économies, ils doivent être conscients du fait que la pandémie a contraint davantage de personnes à l'extrême pauvreté. Par conséquent, le budget consacré aux filets de sécurité sociale doit être adapté aux réalités du terrain.

Les États membres devraient également :

- investir dans la production de cultures vivrières afin de résoudre le problème persistant de l'insécurité alimentaire ;
- aider les PME/PMI à surmonter les conséquences de la crise sanitaire ;
- explorer les possibilités permettant d'aider les entreprises compétitives à participer pleinement à l'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ;
- et
- renforcer les capacités de production de vaccins.

Risques de détérioration

Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives sont les suivants :

- une plus longue période de la pandémie de COVID-19 ;
- la faiblesse de la demande des matières premières et la dégradation de leur cours ;
- la contre-performance des recettes ; et
- l'insécurité.

PERFORMANCES ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

DÉTÉRIORATION DES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

L'Afrique a réussi à se préserver des effets dévastateurs d'un grand nombre d'événements mondiaux qui ont ravagé les économies au cours des deux dernières décennies. La crise financière asiatique de 1997 et la crise financière mondiale de 2008 en sont quelques exemples. Alors que ces crises ont entraîné des effondrements financiers dans de nombreuses régions du monde, particulièrement dans le secteur financier, les économies africaines, y compris celles de l'Afrique de l'Ouest, ont été faiblement touchées. Cependant, il n'en est pas de même en ce qui concerne la pandémie de COVID-19, qui a considérablement affecté les vies et les moyens de subsistance à l'échelle mondiale et mis à rude épreuve la capacité des économies ouest-africaines à faire face aux situations de crise, bien qu'à un degré moindre par rapport au reste du monde. La simultanéité, l'ampleur et la gravité du malaise socio-économique induit par le COVID-19 dans les États membres de la CEDEAO sont sans précédent.

COVID-19 : une deuxième vague redoutable

À la surprise générale, la sous-région ouest-africaine a d'abord réussi à contenir la pandémie

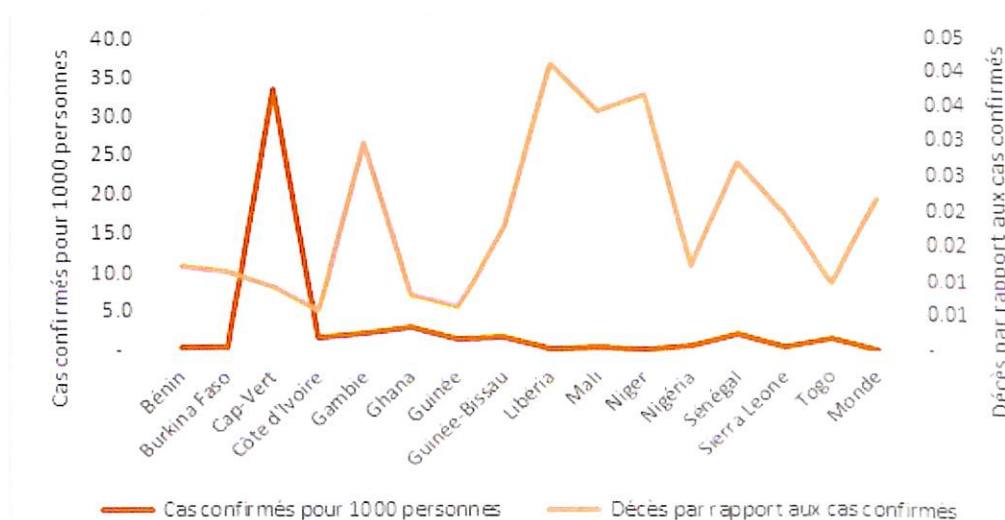
en 2020, après le premier cas signalé le 27 février 2020 au Nigeria. Nombreux étaient ceux qui redoutaient que la pandémie ne mette à rude épreuve les infrastructures sanitaires généralement déficientes et le personnel de santé insuffisant dans la sous-région. Bien que ces craintes soient fondées, la réalité a été tout autre en 2020, grâce au respect général des restrictions mises en place par les États membres. Les données du Johns Hopkins Coronavirus Resource Centre sur le comptage des cas depuis le début de la crise jusqu'au 10 avril 2021 montrent que 0,1% de la population de la CEDEAO a été infectée, contre 1,7% au niveau mondial (1,8% au niveau mondial, hors CEDEAO).

Au 10 avril 2021, le nombre total de cas recensés dans la sous-région était de 443 397, avec 5 831 décès. Le ratio du nombre de décès rapporté au nombre de cas avoisine 1%, ce qui est inférieur au taux mondial de 3,8%.

Cependant, la sous-région a connu une augmentation spectaculaire du nombre de cas au cours de la deuxième vague, plus infectieuse et mortelle, qui a conduit à une augmentation des hospitalisations, saturant structures médicales des États membres au cours des quatre premiers mois de 2021.

Le Cap-Vert avait le plus grand nombre de cas pour mille personnes (33,5), tandis que le Togo avait le plus petit nombre (0,0004). Le nombre de décès a été généralement faible, mais il a varié

Figure 1: COVID-19 Ratios



Sources : Calculs effectués par les services de la BIDD sur la base des données du Centre de ressources sur le coronavirus de Johns Hopkins et de la Division de la population des Nations unies.

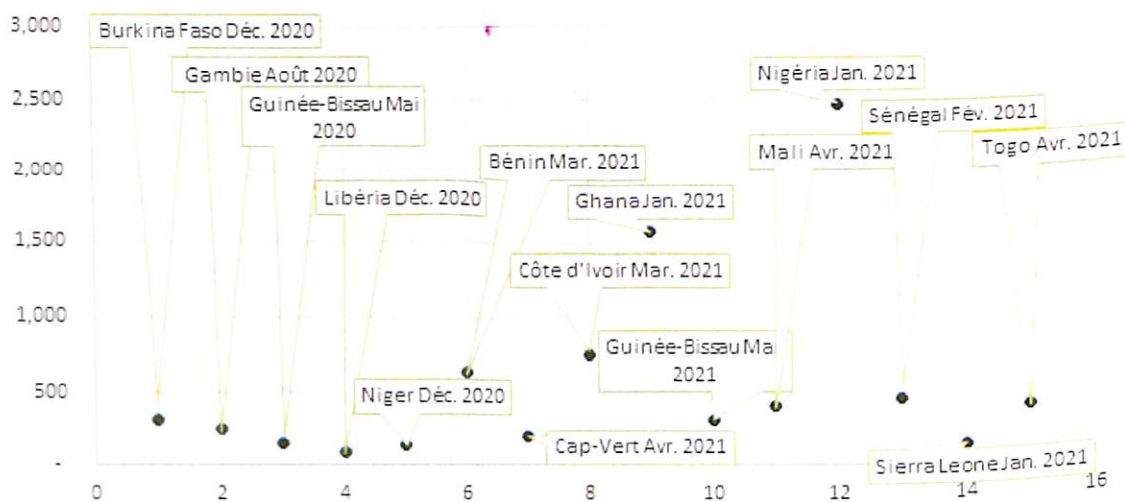
d'un pays à l'autre : environ 4% des personnes contaminées au Liberia et au Niger ont perdu la vie, contre une moyenne de 1% dans la sous-région (figure 1).

Pour la plupart des États membres, le pic de cas a été enregistré en 2021 plutôt qu'en 2020. À l'exception de la Guinée-Bissau qui a enregistré son pic de cas quotidiens au cours du premier semestre de 2020, la plupart des pays ont enregistré le leur soit dans le courant du dernier trimestre de 2020, soit au cours des quatre

premiers mois de 2021 (figure 2).

La deuxième vague de la pandémie peut être imputée principalement à l'assouplissement de l'application des protocoles mis en place pour lutter contre la pandémie, qui s'est produit lorsque le nombre de cas quotidiens a commencé à diminuer. Dans certains pays, cette tendance a été favorisée par le non-respect flagrant des protocoles pendant les campagnes politiques et par leur relâchement implicite pendant les fêtes de fin d'année.

Figure 2: Nombre de pics de cas COVID-19 et mois de pics



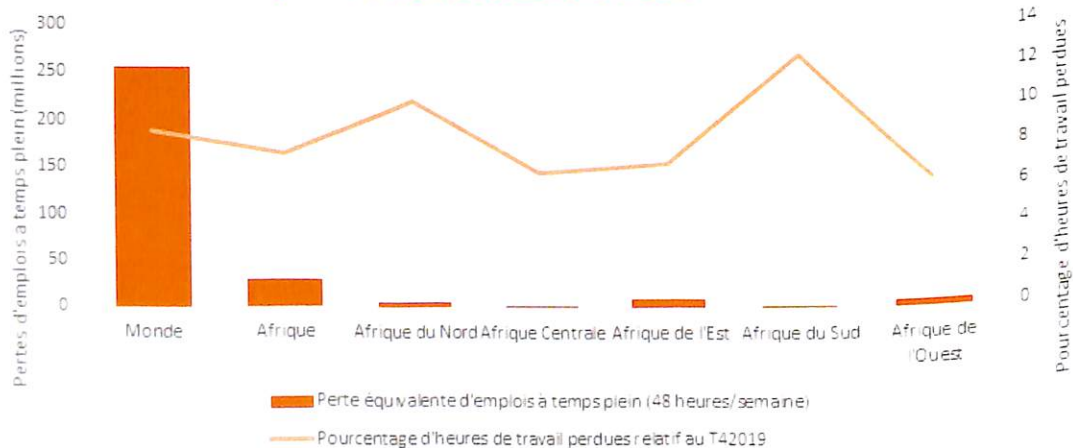
Source : Élaboré par les services de la BIDC à partir de la base de données du Centre de ressources sur les coronavirus de Johns Hopkins, 10 avril 2021.

Perte d'heures de travail, ralentissement de la lutte contre la pauvreté

Comme nous l'avons déjà indiqué, les mesures de contrôle de la pandémie ont inclus des confinements partiels à l'intérieur des pays et des fermetures de frontières dans bon nombre de pays de la sous-région. Rares étaient ceux qui étaient autorisés à sortir de chez eux pour aller travailler, ce qui a entraîné une perte d'heures de travail. D'après les estimations annuelles de l'Organisation

internationale du travail (OIT), environ 255 millions d'emplois équivalents à temps plein ont été perdus à travers le monde en 2020 à cause de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Cela constitue une perte de 8,8% des heures de travail par rapport au dernier trimestre de 2019. En Afrique, ce sont au total 29 millions d'emplois qui ont été perdus, soit une réduction de 7,7% par rapport au quatrième trimestre de 2019. L'Afrique de l'Ouest (y compris la Mauritanie et Sainte-Hélène) a perdu 7 millions d'emplois, soit une réduction de 6,4% par rapport au quatrième trimestre de 2019 (figure 3).

Figure 3: Estimation des pertes d'heures de travail en 2020

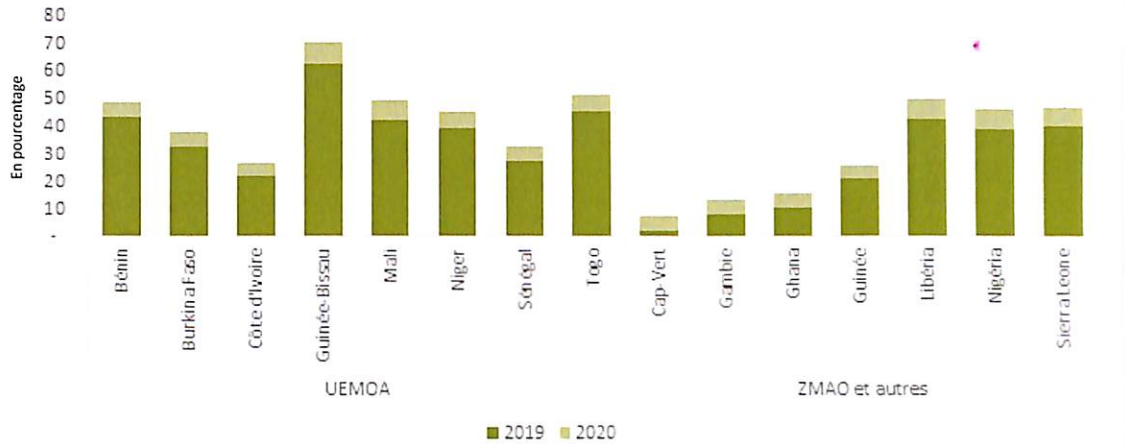


Source : Moniteur de l'OIT : COVID-19 et le monde du travail, Septième édition.

Les pertes d'heures de travail ont entraîné une baisse générale du revenu par habitant dans la sous-région, ce qui a entravé les efforts de réduction de la pauvreté. La Banque mondiale estime que le nombre total de citoyens de la CEDEAO vivant dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour) était de 138 millions fin 2019. Ce chiffre devrait augmenter d'environ 18% (soit 25 millions de personnes) pour

atteindre 163 millions, ce qui fait passer le taux de pauvreté sous-régional à 41,1%, contre 34,8% en 2019, les statistiques variant par pays (figure 4). En effet, les États membres devront intensifier leurs efforts en vue de fournir des filets de sécurité sociale à leurs populations pour leur permettre de remonter la pente. Il leur faudra déployer beaucoup d'efforts pour atteindre les niveaux de réduction de la pauvreté d'avant la pandémie avant de pouvoir réaliser de nouveaux progrès.

Figure 4: Estimations de la pauvreté en dessous de 1,90 USD/jour



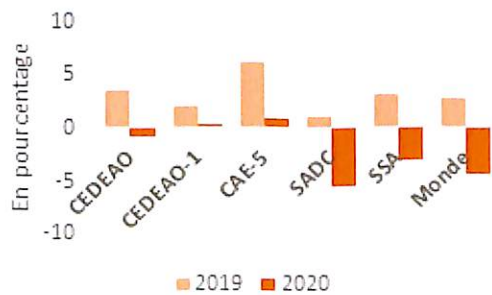
Sources : Base de données PovcalNet de la Banque mondiale, Division de la population des Nations Unies et estimations des services de la BIDD.
 Note : les données sur la pauvreté de 2019 proviennent de PovcalNet, les données sur la population de l'ONU et les estimations de la pauvreté de 2020 sont établies par les services de la BIDD.

Une année marquée par une contraction profonde et une croissance irrégulière

Parallèlement à la baisse de la croissance mondiale de 4,4% en 2020, contre une croissance de 2,8% en 2019, résultant de la perte d'heures de travail et de la faiblesse relative de la demande globale, l'activité économique en Afrique

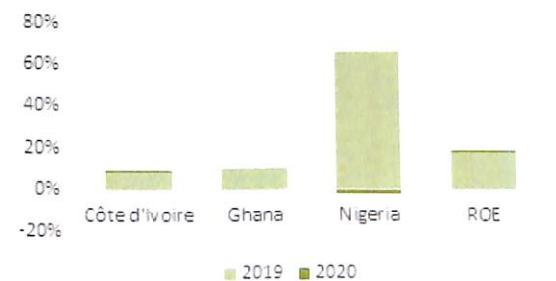
subsaharienne (ASS) a diminué de 3,0%, contre 3,2% en 2019 (figure 5). Dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la croissance a fléchi de 5,5% en 2020, contre 1,2% en 2019 ; la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE-5), hormis le Soudan du Sud, a terminé l'année 2020 avec une croissance de 1,0%.

Figure 5 : Croissance comparée du PIB



Sources : Perspectives de l'économie mondiale, bases de données des indicateurs du développement mondial et calculs des services de la BIDD.
 Note : CEDEAO-1 = CEDEAO hormis le Nigeria

Figure 6 : Répartition du PIB au sein de la CEDEAO



Source : Calculs des services de la BIDD à partir de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.
 Note : ROE = reste de la CEDEAO.

La région de la CEDEAO a enregistré une contraction de 0,7% de son activité économique en 2020, contre une croissance de 3,6% en 2019. Abstraction faite du Nigéria, l'économie de la CEDEAO a reculé de 0,4% en 2020, contre 2,0% en 2019, ce qui indique que les performances sous régionales globales sont largement tirées par l'économie nigériane, qui représentait environ 63% du PIB régional à la fin de 2020 (figure 6), contre 65% en 2019.

En 2020, la croissance de l'activité économique au sein de la CEDEAO a été inégale, avec des résultats généralement médiocres dans tous les pays par rapport à 2019. La plupart des économies de la région ont enregistré une croissance positive, la croissance de la Guinée en 2020 (5,2%) étant étonnamment à peine inférieure à celle de 2019 (5,6%). Le Cabo Verde en revanche a subi la plus forte baisse d'activité économique (-14 %) après avoir connu une croissance de 5,7% en 2019.

Le tourisme étant le moteur de son économie, le Cap-Vert a subi le contrecoup de la fermeture des frontières et de la réticence généralisée des

touristes qui ont caractérisé l'année 2020. Cette situation a eu des répercussions négatives sur les secteurs du transport aérien et terrestre des économies de la sous-région, les prévisions faisant état d'une réduction minimale de 50% du trafic aérien de passagers.

Entre ces deux extrêmes, les performances de croissance se situent entre environ 2,3% et -3,0%, neuf États membres ayant affiché une croissance positive (figure 7).

Le ralentissement de la croissance du PIB est accentué par une baisse de la croissance des exportations de la CEDEAO, qui ont chuté de 25% en 2020.

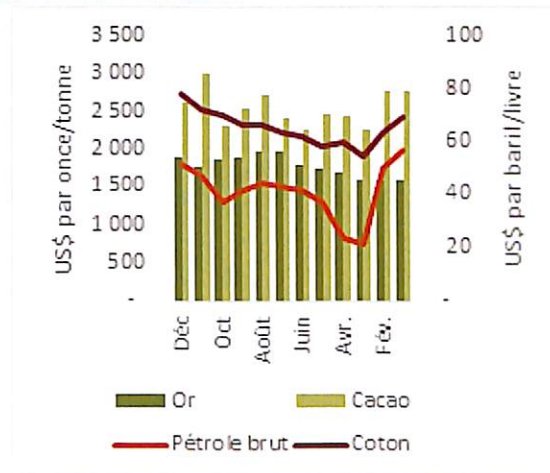
En dépit de la faiblesse des taux de croissance du PIB, les résultats de fin d'année ont été bien meilleurs que prévu initialement. Cela s'explique en partie par la remontée des prix des matières premières après l'assouplissement des mesures de contrôle de la COVID-19 et de l'atténuation de leurs effets négatifs sur la demande globale (figure 8).

Figure 7: Croissance du PIB DE LA CEDEAO



Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI

Figure 8: Évolution des prix des matières premières en 2020



Source: Bloomberg

Variations irrégulières des taux de change

La pandémie de la COVID-19 a eu des impacts variables sur les taux de change dans la sous-région, notamment en fonction de la zone dont relève un pays. La monnaie des huit (8) pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) s'est appréciée en 2020 par rapport au dollar américain (1,9%), contrairement à la situation observée en 2019. Cette évolution a suivi les mouvements de l'euro auquel le franc CFA est arrimé, par rapport au dollar américain. Il en va de même pour le Cabo Verde (une appréciation de 2%), dont la monnaie est également arrimée à l'euro.

Les membres de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), à l'exception du Libéria, ont en revanche subi une dépréciation de leur monnaie comprise dans une fourchette de 1,8% à 9,5%, le Nigéria ayant subi la plus forte dépréciation, en raison de la baisse des exportations de marchandises due à la faiblesse des cours du pétrole brut. La Gambie, en revanche, avec une dépréciation de sa monnaie de 1,8% par rapport

Figure 9: Évolution du taux de change



Sources : Calculs des services de la BIDC à partir des perspectives économiques mondiales du FMI.

Note : Variation de la quantité de monnaie locale rapportée à 1 dollar US.

au dollar américain, a enregistré la plus faible dépréciation dans la ZMAO (figure 9).

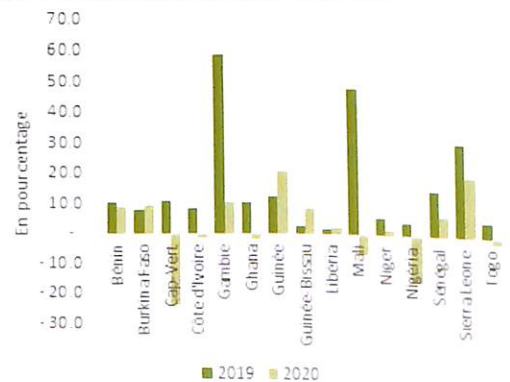
Mesures de politique fiscale adoptées face à la COVID-19

Comme mentionné précédemment, si la croissance du PIB à la fin de 2020 a été supérieure aux prévisions, c'est notamment en raison de la hausse des prix des matières premières au cours du second semestre. Ce rebond a permis aux pays exportateurs de ressources naturelles de surmonter en partie le malaise général observé au cours du premier semestre. L'autre raison découle des mesures décisives prises par les gouvernements, au moyen de politiques budgétaires et monétaires, pour protéger les vies et les moyens de subsistance.

Les confinements partiels, les fermetures de frontières et le gel général de l'activité économique au cours du premier semestre de l'année ont causé de lourdes pertes de recettes pour un certain nombre de pays, même si d'autres ont enregistré une augmentation des recettes perçues. En effet, les impôts sur les sociétés n'ont pas été perçus, les recettes des matières premières ont pâti de la chute des prix de ces dernières, les recettes portuaires ont été au mieux réduites (en raison du faible trafic maritime) et les taxes sur les produits pétroliers se sont effondrées (en raison des restrictions de voyage).

Les pertes d'emplois qui en ont résulté ont également entraîné une diminution des impôts sur le revenu, la quasi-totalité des types de revenus affichant des résultats insuffisants. En effet, les recettes publiques globales, ont nettement diminué dans de nombreux États membres, par rapport aux niveaux de 2019. La figure 10 montre que pour la plupart des États membres, la croissance des recettes a été inférieure à celle de 2019, certains ayant enregistré des baisses notables (Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigéria et Togo).

Figure 10: Évolution des revenus



Source : Calculs de la BIDC effectués en se fondant sur les perspectives de l'économie régionale du FMI pour la base des données de l'Afrique subsaharienne

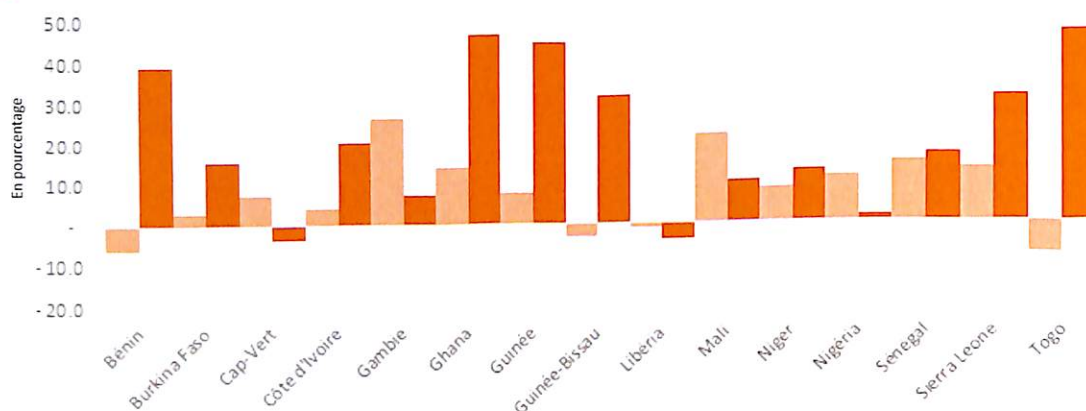
Parallèlement à la baisse des revenus, les gouvernements ont été de plus en plus sollicités pour mettre des filets de sécurité sociale à la disposition des nécessiteux. Les confinements ont révélé au grand jour que la majorité des enfants des rues ne pouvaient guère quitter la rue, étant donné qu'ils ne disposaient d'aucun logement. Les vendeurs à la sauvette dont certains sont des sans-abris, ne doivent pratiquement leur survie qu'à leurs ventes quotidiennes. En réalité, la consigne de rester chez soi signifiait qu'ils risquaient de mourir de faim, plutôt que de la pandémie.

À cet effet, certains gouvernements ont lancé des programmes de distribution de denrées alimentaires aux personnes vulnérables, tandis que les programmes de transfert fiscal en leur faveur ont été renforcés. D'autres gouvernements sont allés jusqu'à subventionner l'électricité et

l'eau afin d'alléger le coût de la consigne de "rester chez soi", ce qui a valu des coûts supplémentaires pour le budget.

En outre, le besoin d'augmenter les dépenses de santé était fort évident, avec les gouvernements qui travaillaient sans relâche pour acheter des équipements de protection individuelle pour les travailleurs de la santé et les autres personnels de première ligne. Ils se sont engagés également dans une extension de dernière minute mais nécessaire des infrastructures de santé et dans la construction de centres d'isolement pour faciliter une gestion des cas en toute efficacité. De même, certains gouvernements ont mis en place des mesures d'incitation en faveur du personnel de première ligne pour le motiver à donner le meilleur de lui-même, surtout lorsque certains d'entre eux ont commencé à contracter le virus et que d'autres ont perdu la vie dans le cadre de leur fonction.

Figure 11: Évolution des dépenses



Source : Calculs de la BIDC effectués en se fondant sur la base de données des perspectives de l'économie régionale de l'Afrique subsaharienne du FMI

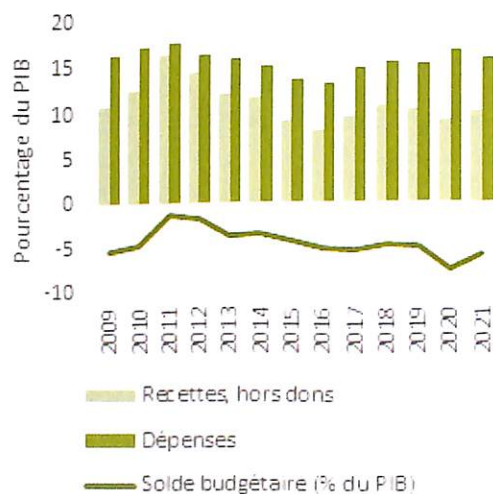
Toutefois, des exceptions notables à la tendance générale sont survenues, avec le Nigeria (1,6%), le Cap-Vert (-3,6%) et le Libéria (-3,8%) qui n'ont pas exercé autant de pression sur les dépenses budgétaires (Figure 11).

L'augmentation des dépenses de santé et des dépenses sociales a entraîné un fort accroissement des dépenses dans la plupart des pays, et plusieurs d'entre eux ont sacrifié les dépenses d'infrastructure pour endiguer le phénomène. Le Bénin, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Togo ont connu des pics de dépenses globales (entre 31% et 47%), dus notamment aux facteurs susmentionnés.

La faiblesse relative des recettes et l'augmentation des dépenses ont entraîné une augmentation du ratio déficit budgétaire/PIB au-delà de son niveau décanal (-7,5%) dans la région de la CEDEAO (figure 12).

Compte tenu de la nécessité pour les gouvernements d'acquérir les vaccins contre la COVID-19 et de relancer leurs économies, selon

Figure 12: Évolution du déficit budgétaire dans la CEDEAO



Source: IMF's Regional Economic Outlook for SSA database

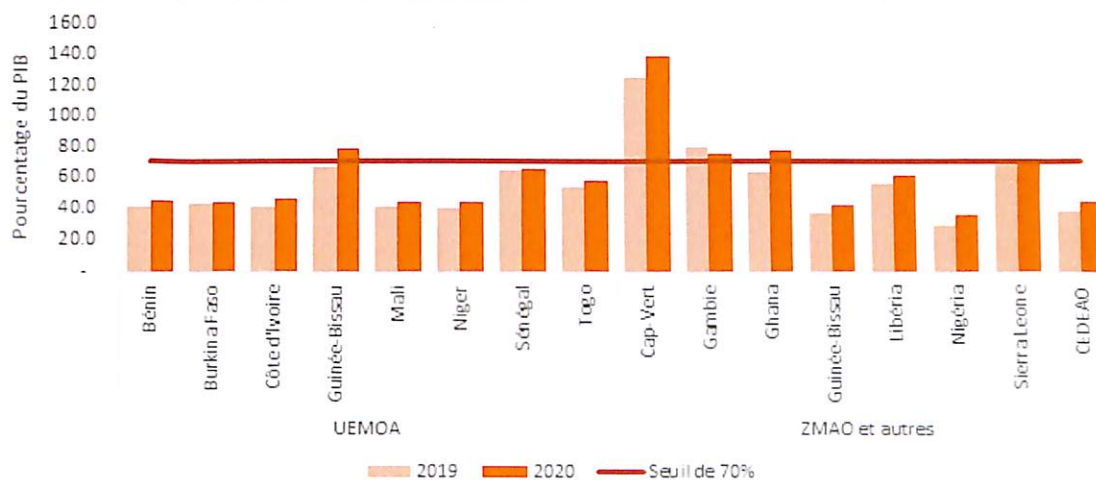
les prévisions, l'augmentation des dépenses devrait se poursuivre jusqu'en 2021, même si elle est en deçà des niveaux enregistrés en 2020, avec la croissance des recettes qui a du mal à rattraper le retard. En effet, le déficit de financement global devrait être inférieur à celui de 2020.

Augmentation des niveaux d'endettement

La persistance des déficits budgétaires au fil

des années a entraîné une hausse des niveaux d'endettement dans tous les pays. À l'exception de la Gambie, le ratio dette/PIB de tous les États membres a enregistré une hausse. À fin 2020, cinq (5) États membres - le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone - avaient franchi le seuil de 70% de dette rapportée au PIB, fixé par la CEDEAO, tandis que le Sénégal et le Liberia s'en rapprochaient (Figure 13).

Figure 13: Ratios Dette/PIB

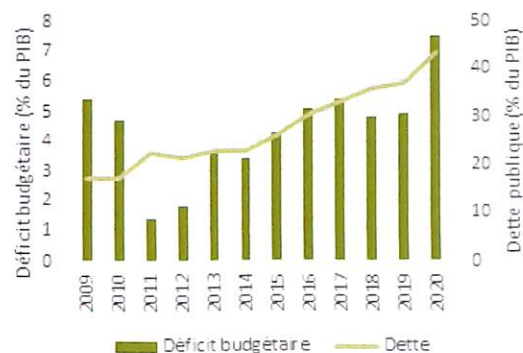


Source : la base de données du FMI sur les perspectives de l'économie régionale de l'Afrique subsaharienne

La persistance de l'augmentation de la dette publique dans les États membres, en raison du besoin croissant de combler les déficits de financement, a entraîné une hausse du niveau d'endettement global des États membres de la CEDEAO. Même si la valeur nominale de la dette et son niveau rapporté au PIB ont connu une augmentation régulière au fil des ans, l'année 2020 a plutôt enregistré une forte progression (Figure 14).

Cette situation aura pour conséquence la hausse des coûts du service de la dette à moyen et long terme, et contribuera ainsi à réduire davantage la marge de manœuvre budgétaire des pays.

Figure 14: Déficit budgétaires et dette dans l'espace CEDEAO



Source : la base de données du FMI sur les perspectives de l'économie régionale de l'Afrique subsaharienne

Encadré 1

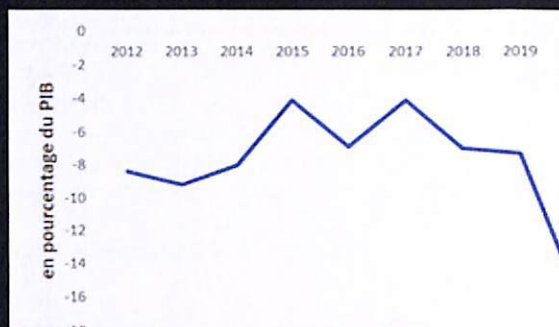
Le point sur le pays Ghana : Augmentation de la dette et sa soutenabilité

Depuis un certain temps déjà, le Ghana s'efforce de maintenir son déficit budgétaire dans des limites raisonnables. En effet, le pays a adopté la loi sur la gestion des finances publiques, 2016 (loi 921), ses règles d'application, 2019 (L. I. 2378) et la loi sur la responsabilité fiscale, 2018 (loi 982) avec pour objectif de contenir les pressions budgétaires et d'assurer une trajectoire budgétaire stable et prévisible au Ghana. Même si les recettes ont augmenté de manière régulière au fil du temps, l'augmentation des dépenses les a surpassés, et a créé d'énormes déficits de financement. Les années électorales sont généralement marquées par une hausse des déficits budgétaires, comme on a pu le constater en 2012, 2016 et 2020 (Figure 1.1). En outre, les déficits budgétaires se creusent lorsque le pays ne bénéficie pas d'un programme du FMI : à ce titre, on peut comparer les périodes 2012-2014 et 2018-2020 à 2015-2017, lorsque le pays bénéficiait du programme du Fonds.

La hausse des déficits budgétaires a engendré une augmentation des emprunts sur les marchés financiers au plan national et international pour le financement du déficit. Depuis la première émission d'euro-obligations d'un montant de 750 millions de dollar américain effectuée par le Ghana en 2007, le pays a de 2013 à ce jour émis des euro-obligations chaque année, à l'exception notable de 2017. Même si une partie du montant levé a servi à la gestion du passif, du fait que les montants empruntés étaient en dollar américain, l'autorité fiscale a été confrontée à des difficultés, en particulier lorsque la monnaie locale se déprécie par rapport au dollar, comme cela a été le cas pour la plupart du temps. La dépréciation de la monnaie a augmenté les niveaux d'endettement, même lorsqu'aucun emprunt n'a été effectué.

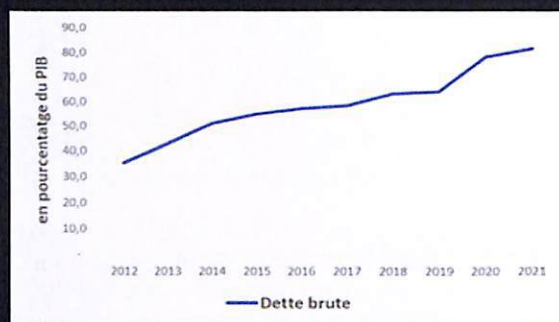
Le ratio dette/PIB a augmenté de manière constante, passant de 35,6 % en 2012 à 43,2 % en 2013, puis à 58,3 % en 2017. Le ratio a bondi à 63,2 % en 2018 et à 78 % en 2020 (Figure 1.2). Le changement spectaculaire des ratios de 2012 à 2013 (c'est-à-dire 35,6 % et 43,2 %) est attribuable à l'émission d'euro-obligations, tout comme le léger changement entre 2016 et 2017 (57,1 % et 58,3 %) qui est essentiellement due à la non-émission d'euro-obligations et en partie à la liquidation en 2017 de l'euro-obligation 2007.

Figure 1.1 : Equilibre budgétaire



Source : Base de données des perspectives économiques mondiales du FMI

Figure 1.2 : Dette brute



Source : Base de données des perspectives économiques mondiales du FMI

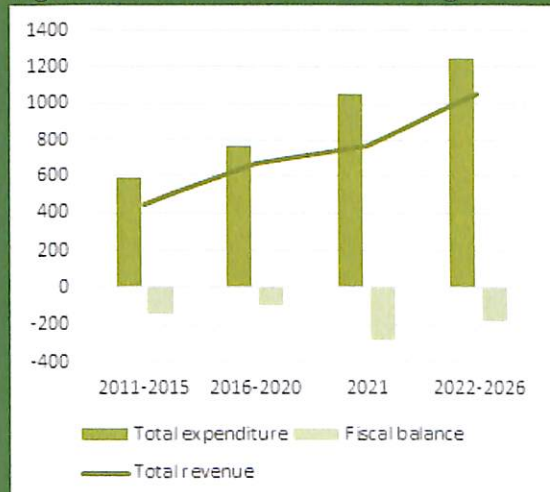
L'augmentation des niveaux d'endettement est telle que le gouvernement a annoncé dans son budget 2021 que les paiements d'intérêts avaient dépassé les compensations en se positionnant comme le poste de dépenses le plus important dans les prévisions budgétaires, même après le recrutement de 750 000 nouveaux fonctionnaires dans le secteur public entre 2017 et 2020. Avec des niveaux d'endettement qui devraient dépasser 80 % du PIB en 2020, la situation pourrait ne pas s'atténuer de sitôt. Les questions qui se posent seraient donc de savoir comment le gouvernement peut continuer à assurer le service de sa dette, et la soutenabilité générale de son portefeuille de dettes à l'avenir.

Encadré 2

Le point sur le pays Togo : D'un modeste excédent budgétaire à un large déficit

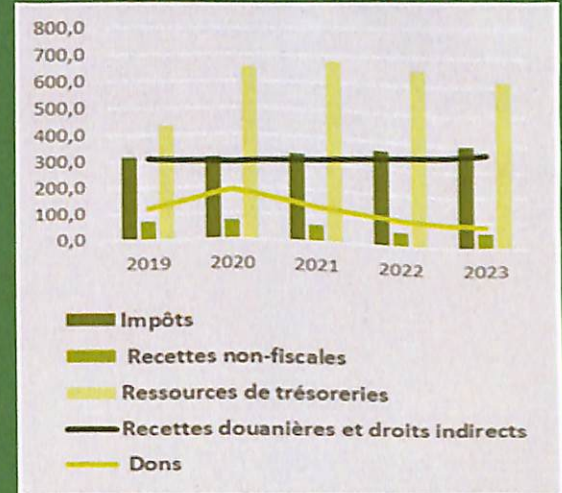
Depuis 2009, le Togo a entrepris des réformes financières et institutionnelles, en vue d'assurer une gestion saine et efficace des finances publiques. En conséquence, le pays a adopté l'approche de la budgétisation par programme et une forte décentralisation en 2021. Au cours de la dernière décennie, nonobstant le fait que les recettes publiques ont crû à un taux annuel moyen de 8,4 %, les dépenses ont évolué à un taux annuel moyen de 10,1 %, entraînant un déficit moyen de 120,5 milliards de FCFA, soit 3,7 % du PIB. Toutefois, à partir de 2017, le déficit budgétaire a commencé à se réduire, conduisant à un excédent de 1,6 % du PIB en 2019, jusqu'à ce qu'un large déficit de 6,1 % du PIB soit enregistré en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19. Selon les prévisions gouvernementales, le pays continuera à connaître des déficits budgétaires au cours de la période 2021-2026, en raison de son intervention dans divers secteurs pour faciliter la relance économique. Les dépenses publiques devraient rester au-delà des recettes, entraînant un déficit budgétaire moyen de 199,7 milliards de FCFA, soit 3,7 % du PIB, sur la période 2021-2026. La figure 2.1 montre l'évolution des composantes du budget

Figure 2.1 : Évolution du solde budgétaire



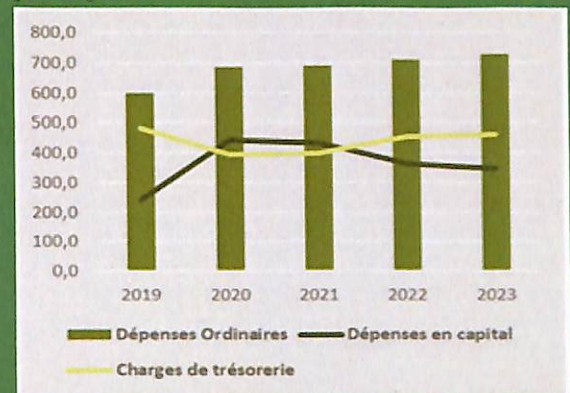
Source : Base de données des perspectives économiques mondiales du FMI

Figure 2.2 : Évolution des recettes publiques



Source : Ministère de l'Économie et des Finances

Figure 2.3: Evolution des dépenses publiques



Source : Ministère de l'Économie et des Finances

Le budget 2021-2023 indique qu'en ce qui concerne les recettes publiques (Figure 2.2), le Togo mobilisera davantage de ressources en trésorerie (43%), suivies des impôts (24%), des recettes douanières et droits indirects (22%), des dons (7%) et des recettes non fiscales (4%). En termes de dépenses (figure 2.3), le budget-programme 2021-2023 indique que les ressources mobilisées seront davantage orientées vers les dépenses ordinaires (46 %), suivies des dépenses de trésorerie (29 %) et des dépenses d'investissement (25 %).

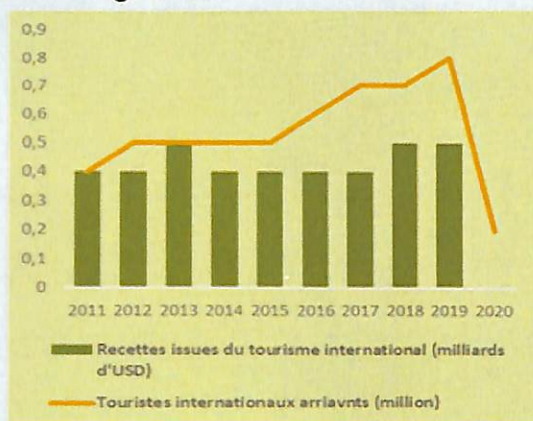
Encadré 3

Le point sur le pays Cap-Vert : Surmonter la crise du secteur du tourisme

Au cours de la décennie précédant 2020, le secteur du tourisme a généré une moyenne de 433,3 millions de dollars US par an au Cap-Vert, représentant une moyenne de 68,7 % des exportations totales du pays.

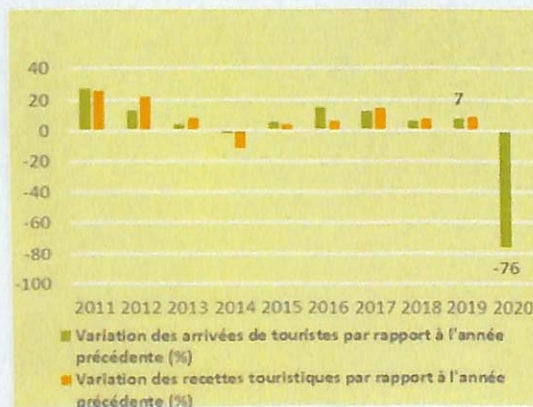
En 2019, le secteur touristique a contribué à 10,3% du PIB du Cap-Vert, permettant au pays d'enregistrer un taux de croissance économique de 5,7%. Cependant, les confinements et fermetures de frontières induits par la pandémie de la COVID-19 ont fortement déstabilisé le secteur touristique du Cap-Vert. De 0,8 million de touristes ayant visité le pays en 2019, seuls 0,2 million au total se sont rendus dans le pays en 2020 (figure 3.1), soit une baisse de 76 % des arrivées de touristes (Figure 3.2).

Figure 3.1: : Arrivées de touristes et recettes générées



Source : Base de données de l'OMT

Figure 3.2: Variation annuelle des arrivées et des recettes touristiques



Source : Base de données de l'OMT

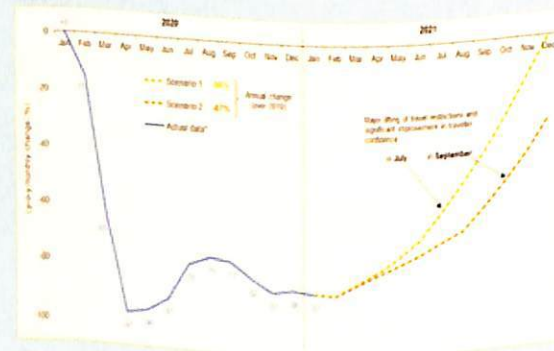
Le choc subi par le secteur du tourisme à partir d'avril 2020 a eu des répercussions sur l'économie du Cap-Vert dans son ensemble, entraînant une contraction de 14 % du PIB réel, soit la pire performance économique que le pays n'ait jamais enregistrée depuis des décennies.

Cette contraction de l'activité économique s'est produite en dépit des interventions fiscales et monétaires du gouvernement pour soutenir le tourisme et l'économie en général. Le gouvernement a mis en place un ensemble de politiques pour permettre aux banques commerciales d'éviter un effondrement, notamment en réduisant le taux d'intérêt de référence de 125 points de base à 0,25 %, et en leur prêtant 400 millions d'euros pour faciliter leurs activités.

Le pays a été contraint de contracter de nouvelles dettes auprès du FMI (32 millions de dollars US), de la Banque mondiale (5 millions de dollars US) et de la Banque africaine de développement (30 millions d'euros), entre autres. Cela pose des questions sur la soutenabilité de la dette dans le futur.

Après une année au cours de laquelle le secteur du tourisme a été durement éprouvé dans le monde entier, les projections de l'OMT (figure 3.3) montrent qu'il y aura une reprise en 2021, y compris au Cap-Vert. Toutefois, comme cela a été dit et répété, la reprise dépendra de l'évolution des nouvelles variantes du coronavirus, de l'efficacité des vaccins, de la capacité des pays en développement comme le Cap-Vert à acquérir des vaccins et de la volonté de la population à accepter de se faire vacciner.

Figure 3.3: Arrivées des touristes internationaux en 2020 et scénarios pour 2021

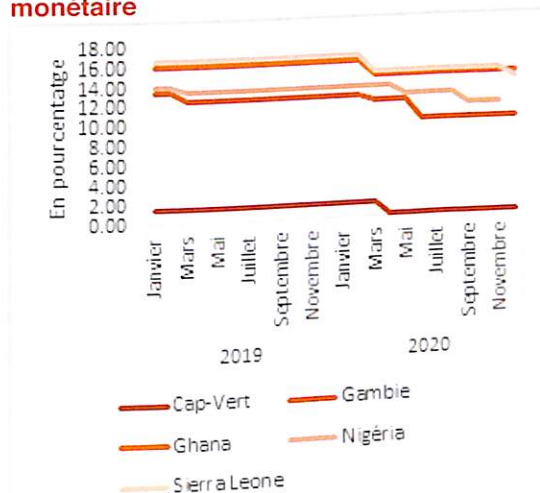


Source: Base de données de l'OMT

Réponses de la politique monétaire à la pandémie de COVID-19

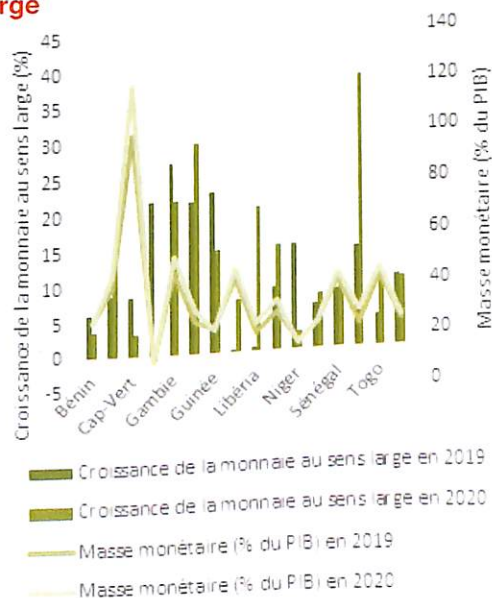
En plus des politiques budgétaires expansionnistes pour faire face à la pandémie, les autorités monétaires de la sous-région ont largement mis en œuvre des politiques monétaires accommodantes en vue de suppléer les efforts de politique budgétaire. Tous les pays ont adopté une réduction générale du taux de politique monétaire (figure 15) afin de susciter une croissance de la masse monétaire, avec la monnaie au sens large qui a généralement augmenté dans de nombreux pays en glissement annuel et en pourcentage du PIB (Figure 16).

Figure 15: Variations du taux de politique monétaire



Source : Base de données des statistiques financières internationales du FMI

Figure 16: Évolutions de la monnaie au sens large



Source : Base de données des perspectives économiques mondiales du FMI

L'orientation de la politique monétaire a consisté à s'assurer que le secteur financier reste liquide pour l'intermédiation financière.

Dans le cadre de la politique monétaire souple, les autorités monétaires ont mis suffisamment de liquidités à la disposition des banques commerciales pour leur permettre de poursuivre leurs activités, grâce à la levée de bons du Trésor COVID-19. Le refinancement de ces bons du Trésor était possible dans des délais raisonnables. En outre, les banques centrales de la sous-région ont accordé une dérogation spéciale aux entreprises en ce qui concerne le service de la dette, avec des reports pour diverses périodes sans coût supplémentaire. À cet effet, les banques commerciales ont été invitées à classer ces engagements rééchelonnés différemment des traitements antérieurs à la pandémie de COVID-19.

Une année de hausse de prix

Les politiques monétaires souples, comme celles observées en 2020, ont des conséquences. La sous-région a enregistré une hausse générale des prix. Dix des quinze États membres de la CEDEAO ont connu une évolution de leurs taux d'inflation qui a suivi la même trajectoire que la croissance de leur politique monétaire en 2020, en comparaison à l'année 2019.

Toutefois, il importe de mentionner que la hausse des prix n'a pas uniquement résulté des politiques monétaires laxistes. Elle a également été induite par l'offre. Les achats panique associés aux confinements et aux fermetures de frontières, dans des situations de perturbations des chaînes d'approvisionnement, ont entraîné de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires au cours du premier semestre de l'année dans de nombreux pays.

Le confinement partiel a également entraîné la baisse des prix des matières premières, notamment du pétrole brut, en raison de la diminution de la demande globale. La baisse initiale des prix du pétrole brut a été une bonne nouvelle pour les importateurs nets de cette matière première, compte tenu du fait qu'elle ait permis de compenser en partie la hausse des prix des denrées alimentaires.

La baisse initiale de la demande globale a entraîné une diminution de la production, si bien que lorsque les confinements partiels ont été levés, les chaînes d'approvisionnement n'étaient pas prêtes pour satisfaire la demande. Les pénuries apparentes ont entraîné une inflation arbitraire des produits non alimentaires aux deuxième et troisième trimestres de l'année. Associée

à l'inflation alimentaire, ces pénuries ont en partie entraîné des hausses de prix supérieures à celles observées dans les États membres en 2019 (Figure 17).

Figure 17: Inflation moyenne



Sources : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI et projections de la BIDC

NB : Les données des années 2019 et 2020 proviennent de la base de données du FMI, avec des projections de la BIDC pour celles de 2021

**Critères de convergence monétaire :
cause perdue d'avance**

Même si globalement les États membres n'ont pas réussi à satisfaire systématiquement les critères de convergence de la CEDEAO, l'année 2020 a été particulièrement éprouvante. Alors que certains États membres ont conservé leur position pour certains critères, ils ont eu du mal à satisfaire d'autres.

Seuls deux (2) États membres ont été en mesure de satisfaire le critère du déficit budgétaire, tandis que quatre (4) ont atteint l'objectif relatif à l'inflation moyenne. Treize (13) pays disposaient de réserves brutes capables de couvrir au moins trois mois d'importations à fin 2020, et deux (2) n'ont pas satisfait le critère de limitation du financement de la Banque centrale à un maximum de 10 % des recettes fiscales de l'année précédente.

À la fin de la période, cinq pays avaient un ratio dette/PIB supérieur à 70 %, tandis que le taux de change nominal de tous les pays a évolué dans une fourchette de ± 10 %, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1: Critères de convergence de la CEDEAO

No.	Critère	Cible	No. de pays ayant satisfait le critère en : 2020
Critère primaire			
1	Déficit budgétaire (y compris les dons sur la base d'engagements)/PIB	$\leq 3\%$	2
2	Inflation annuelle moyenne	$\leq 10\%$; Objectif à long terme de 5% d'ici à 2019	4
3	Réserves brutes	≥ 3 mois de couverture des importations	13
4	Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale	$\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année précédente.	13
Critère secondaire			
5	Dette publique /PIB	$\leq 70\%$	10
6	Nominal exchange rate variation	$\pm 10\%$	15

Source : Réalisé par le personnel de la BIDC

La relance en période d'incertitude

L'incertitude demeure sur les performances économiques en 2021 et 2022, même si les premiers signes d'une reprise en V à plusieurs vitesses se manifestent déjà en 2021 dans la sous-région. Pour commencer, la deuxième et la troisième vague de la pandémie ainsi que la lenteur accusée dans le déploiement du vaccin semblent avoir ralenti le rythme prévu de l'activité économique dans toutes les régions, laissant planer des doutes quant à un redressement spectaculaire. Les États membres tributaires du tourisme, tel que le Cap-Vert et la Gambie, auront probablement du mal à atteindre les projections de croissance optimistes au titre de l'année 2021, étant donné que les arrivées de touristes n'ont pas atteint les niveaux escomptés, avec les interdictions de voyage toujours en vigueur dans la plupart des pays d'Europe occidentale qui constituent la principale source de provenance des clients.

Cela étant, dans la plupart des pays, les données du premier trimestre indiquent une hausse de l'activité économique, par rapport à la même période en 2020, quoique plus faible que prévu. Outre le tourisme, les prix des matières premières, les envois de fonds et la stabilité des taux de change, entre autres, constituent les éléments essentiels à la réussite du redressement économique. Il va sans dire que la rapidité de déploiement de vaccins contre la pandémie de COVID-19, leur efficacité et la façon de traiter l'appréhension à leur endroit sont très critiques pour la reprise économique.

Le déploiement des vaccins : un examen objectif

Tel que mentionné auparavant, les États membres ont dû faire face à d'énormes dépenses tandis que les recettes étaient faibles, ce qui a entraîné de graves déficits budgétaires en 2020. Ceci a augmenté les besoins de financement et, par extension, le recours à de nouvelles créances

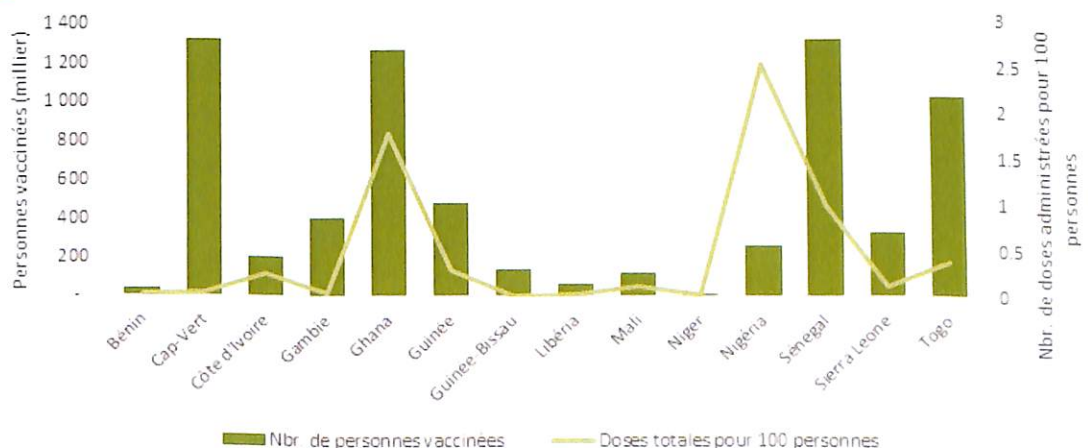
pour financer les déficits. Les gouvernements et les citoyens sont impatients de reprendre une vie normale.

À cet effet, la sous-région, voire le monde entier, se doit de remporter la victoire contre la pandémie. Outre le respect strict des protocoles de lutte contre la pandémie, la rapidité et l'efficacité de déploiement du vaccin constituent l'un des moyens d'y parvenir. Pour le moins que l'on puisse dire à ce jour, le déploiement du vaccin a été lent et inégal. Le tableau de bord de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le coronavirus fait ressortir une nette différence entre les pays riches et les pays pauvres en matière de suivi des vaccins. Alors que des pays comme le Royaume-Uni (47 millions d'habitants) et les États-Unis (223 millions d'habitants) ont vacciné des millions de personnes dans leurs pays, dans la plupart des pays de la CEDEAO, on ne pouvait compter que des centaines de personnes vaccinées à la date du 02 mai 2021.

En avril 2021, la plupart des vaccins dans la sous-région sinon tous, ont été mis à la disposition des États membres par l'initiative COVID-19 Vaccines Global Access (COVAX). Même si les États membres avaient des programmes d'acquisition de vaccins et avaient pris l'initiative d'en passer commande, les contraintes d'approvisionnement en ont empêché le déploiement rapide. C'est pourquoi l'initiative COVAX était très importante pour la sous-région. L'initiative fort louable de distribution de vaccins de l'Union africaine, tout comme les programmes d'acquisition des États membres, ne se sont pas encore concrétisés.

À cet égard, au 28 avril 2021, le Nigeria qui compte plus de 205 millions d'habitants, n'en avait vacciné que 1,2 million. Le Nigeria n'avait vacciné que 0,58 personnes sur 100. Le Ghana, deuxième pays le plus peuplé de la sous-région, n'avait vacciné qu'un peu plus de 0,84 million de personnes. Outre le Cap-Vert (2,84), le Ghana (2,71), le Sénégal (2,81) et le Togo (2,19), qui avaient vacciné plus de deux (2) personnes sur 100, la plupart des autres pays avaient vacciné moins d'une (1) personne sur 100 (Figure 18).

Figure 18: La couverture vaccinale



Source : Figure réalisée par les services de la BIDC sur la base du tableau de bord de l'OMS sur le Coronavirus (COVID-19) en date du 02 mai 2021

Pour comble de malheur, il semble que la lenteur notée dans le processus d'acquisition, de livraison et d'administration des vaccins n'est pas près d'arriver à son terme dans les meilleurs délais, car apparemment, l'Europe et l'Inde ont placé un embargo sur les exportations de vaccins, afin de répondre aux besoins de leurs populations respectives. Pendant que l'Inde qui jusque-là a été la principale source d'approvisionnement de vaccins pour la sous-région s'efforce de contenir la récente flambée des infections et des décès, les chances de maîtriser rapidement le virus en 2021 semblent plutôt s'amoindrir. Compte tenu du fait que les commandes fermes de vaccins ont été passées au cours du troisième et du quatrième trimestre de l'année 2021, il n'est pas évident que la moitié de la population de la CEDEAO soit vaccinée avant 2023.

Étant donné que les États membres ont concentré sur les personnes qui se font vacciner pour la première fois, il n'est pas évident que les nouvelles livraisons de vaccins entraînent nécessairement une augmentation de la couverture, puisqu'elles seront administrées au deuxième tour à des personnes ayant déjà reçu la première dose de vaccination. Le délai donné à certains primo-vaccinés pour la seconde dose est passé, créant un mouvement de panique dans certains États membres. En effet, il est peu probable que dans les meilleurs délais, la couverture vaccinale en Afrique de l'Ouest augmente pour rattraper son retard sur les autres régions du monde.

Le discours sur l'éventuelle nécessité d'une vaccination annuelle pourrait remettre les pendules à l'heure pour la sous-région, même si, au cas échéant, le monde trouvait le moyen d'augmenter la capacité de production. Toutefois, dans la réalité, tant que les nations riches n'auront pas leur part du vaccin, tout programme annuel de vaccination suivra la même tendance.

Cette situation pourrait avoir de graves répercussions sur la reprise économique en Afrique de l'Ouest, étant donné que la deuxième vague s'est avérée plus infectieuse et mortelle que la première.

Pourtant, une reprise certaine

Indépendamment de la lenteur du déploiement des vaccins, il est prévu une reprise économique générale en 2021, même pour le tourisme et le transport, étant donné le niveau auquel l'économie mondiale a sombré en 2020. Au regard de l'assouplissement des restrictions et la hausse prévue des cours des matières premières, les producteurs de ressources naturelles sont suffisamment incités à augmenter leur production pour profiter des prix relativement favorables, en particulier les producteurs de pétrole brut. Le Nigeria et, dans une certaine mesure, le Ghana,

devraient bénéficier des prix relativement plus élevés du pétrole brut en 2021, par rapport à 2020 (figure 19).

Figure 19: Cours à terme du pétrole Brent



Source: Bloomberg

Même si les envois de fonds n'ont pas baissé aux niveaux prévus en 2020, il y a des raisons de croire qu'ils connaîtront un fort rebond en 2021. Les envois de fonds occupant les troisième et quatrième positions sur l'échelle des recettes en devises dans de nombreux États membres, sont essentiels pour la stabilité de la monnaie, en particulier dans la ZMAO.

La croissance du PIB réel dans la région de la CEDEAO est prévue à 3,9 % et 4,4 % en 2021 et 2022, respectivement. Cette croissance globale est sous-tendue par différentes trajectoires de relance dans les États membres en raison d'une combinaison de facteurs : une prévision de plus de 2% de croissance pour le Nigeria, eu égard à des prix élevés du pétrole brut et une croissance plus faible pour le Ghana, du fait entre autres, d'une prévision de baisse des exportations d'or. Cette baisse prévisionnelle des exportations d'or au Ghana s'explique par la répression contre les activités minières illégales, qui pourrait avoir un impact négatif sur la production des petits exploitants miniers agréés.

La croissance globale est également influencée par des projections de croissance revues à la baisse pour le Cap-Vert et la Gambie, en raison de la légère reprise enregistrée dans le secteur du tourisme au premier trimestre. De même, la réouverture de la frontière avec le Nigeria stimulera les exportations béninoises et entraînera une croissance soutenue de 5,2 % en 2021 (figure 7). La Guinée continuera d'afficher une forte croissance, principalement en raison de la hausse de la production minière.

Le PIB réel par habitant devrait augmenter de manière générale dans tous les pays en 2021 et

2022, le PIB par habitant de la CEDEAO devrait atteindre 1 867 USD en 2021 et augmenter encore pour atteindre 2 122 USD en 2022.

Un œil sur l'inflation

Par rapport à 2020, l'année 2021 a été amorcée avec une augmentation des prix du pétrole brut, du fret et une relance de la demande de services de transport maritime. Étant donné que tous les pays de la sous-région sont des importateurs nets de produits pétroliers raffinés, il est probable que les prix à la pompe soient revus à la hausse dans de nombreux pays afin d'atténuer l'impact de cette augmentation sur le budget.

Une révision à la hausse du prix du pétrole aura un impact sur le niveau général des prix. Les prix des denrées alimentaires ayant augmenté dans plusieurs pays, il est probable qu'il y ait une flambée générale des prix jusqu'à la saison des récoltes.

La hausse des prix alimentaires et non alimentaires va compromettre les efforts de stabilisation des prix, en particulier dans la ZMAO, avec une inflation à deux chiffres ou presque qui devrait persister (figure 17). Cette situation aura un impact sur le déflateur du PIB, conduisant à un PIB nominal légèrement supérieur aux prévisions initiales dans de nombreux pays.

Réduction du déficit de la balance courante

À mesure que les contraintes subies par le commerce mondial se desseraient, les cours des matières premières se redressaient et la production augmentait ; ainsi, un certain nombre de pays de la sous-région devraient enregistrer une baisse de leurs déficits commerciaux. En outre, les prévisions de croissance liées aux flux de transferts de fonds effectués par les migrants devraient stimuler la balance courante globale des pays, dont la plupart devraient voir leur niveau s'améliorer par rapport à 2020.

En effet, la balance courante de la sous-région devrait passer de -4,4% du PIB en 2020 à -3,8%, puis à -3,4% en 2021 et à 2022, respectivement. Cela témoigne de l'amélioration escomptée de la conjoncture, en particulier au Nigeria et au Ghana.

Assainissement du solde budgétaire

Plusieurs pays de la sous-région ont affiché d'importants déficits budgétaires en 2020, du fait de l'effondrement des recettes et de l'augmentation vertigineuse des dépenses. Alors que les pays continueront à engager des dépenses pour endiguer la COVID-19, notamment pour l'acquisition des vaccins, les recettes augmenteront généralement, grâce à l'introduction de nouvelles taxes et au renforcement des mesures budgétaires en vue d'une réduction du déficit budgétaire par rapport à 2020. Toutefois, dans plusieurs pays du monde, les recettes ne devraient pas recouvrer leur niveau d'avant la pandémie, étant donné que les contribuables peinent encore à se remettre des pertes encourues en 2020, et l'impôt sur le revenu des personnes physiques pourrait fléchir en raison des pertes d'emplois en 2020.

Le déficit budgétaire dans la sous-région de la CEDEAO devrait se contracter à 5,3% du PIB en 2021, puis à 5% en 2022.

Divergence de trajectoires de la dette

Le ratio dette/PIB de la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest progressera en 2021, compte tenu de la lenteur avec laquelle le déficit de financement enregistré en 2020 devrait se résorber. Certains pays ont déjà émis des euro-obligations, tandis que d'autres ont emprunté sur les marchés nationaux pour financer les dépenses impérieuses dans les secteurs de la santé, des services sociaux et des infrastructures.

La dette sous régionale devrait fléchir légèrement pour atteindre 43,1% du PIB en 2021, contre 43,5% en 2020. D'après les prévisions, la dette de la CEDEAO devrait se maintenir à 43,1% en 2022.

OPTIONS POLITIQUES POUR UN REDRESSEMENT

L'ampleur des dégâts causés par la pandémie sur les vies et les moyens de subsistance est telle qu'une réponse rapide et décisive s'impose, faute de quoi la sous-région pourrait sombrer dans une crise socio-économique. Il est important de tirer les leçons de l'expérience de 2020 pour orienter la feuille de route vers la relance économique.

Mettre l'accent sur les aspects positifs de la pandémie

Beaucoup a été dit sur les ravages causés par la pandémie dans les États membres en 2020 - pertes en vies humaines, détérioration de la santé générale et mentale, chômage, pertes d'opportunités d'éducation pour ceux qui ne disposent pas des technologies appropriées, hausse du déficit budgétaire, augmentation de la dette publique, entre autres.

Aussi douloureuses qu'aient été ces expériences, des leçons positives peuvent être tirées pour améliorer le quotidien et les moyens de subsistance à l'avenir. Tout d'abord, la pandémie a mis en évidence le manque de préparation de la sous-région à gérer des crises sanitaires de cette nature, même si certains États membres ont réussi à gérer la crise sanitaire liée à Ebola. Les professionnels de la santé et les infrastructures ont été excessivement sollicités pendant les périodes de pointe, avec des appels de détresse pour améliorer les conditions de service. L'intention d'investir dans les infrastructures de santé en 2020 était réelle. C'est une initiative louable qui devrait être matérialisée.

Par ailleurs, alors que les pays s'empressaient de se procurer des équipements de protection individuelle (EPI) pour les professionnels de la santé, la demande a connu un pic soudain, suivie de contraintes d'approvisionnement dues à l'injonction des États demandant à leurs populations de rester à la maison. Les approvisionnements en provenance de Chine et d'autres grands producteurs n'arrivaient pas à destination en raison de l'augmentation de la consommation intérieure et de la faiblesse de la production. Cette situation a entraîné une flambée des prix des EPI. Le moins que l'on puisse dire c'est que les prix des masques nasaux ont quintuplé. Certains États membres ont dû improviser en produisant des EPI localement, ce qui a permis de créer des capacités de production de qualité médicale à grande échelle. Ce secteur doit être soutenu afin de réduire la dépendance aux importations pour l'approvisionnement de ces produits de base. Les gouvernements devraient encourager la production locale d'EPI en garantissant aux

fabricants des contrats d'approvisionnement pour les grands établissements de santé publics. Cette initiative contribuera à réduire la facture des importations.

Au plus fort moment de la pandémie, il est apparu clairement qui sont les personnes vulnérables dans la société. Diverses études ont identifié différents groupes vulnérables, entraînant ainsi des manœuvres politiques pour répondre aux besoins de ces groupes. Il n'existe pas d'étude ou de fait unique qui ait montré à quel point divers groupes sont vulnérables tels que ceux exposés à la COVID-19. Il ne serait donc pas déplacé d'affirmer que la COVID-19 a conduit à une identification globale des différents groupes vulnérables de la sous-région. Il s'agit d'un appel aux gouvernements afin qu'ils mettent en place des politiques qui prennent en charge les personnes vulnérables, en lieu et place de l'approche fragmentaire que l'on observe dans la sous-région.

La technologie a aidé la population à accomplir les tâches qu'elle ne pouvait pas réaliser physiquement, en raison des restrictions de mouvement. Diverses technologies sont de plus en plus utilisées dans les affaires, notamment pour les paiements, l'éducation et les activités sociales. Les populations sont plus au fait des systèmes de paiement sans numéraire, ce qui dynamique en faveur de la migration vers une société sans numéraire. Les affaires ont été menées en ligne de manière presque transparente, en tirant parti des facilités de réunions virtuelles qui existaient avant la pandémie, mais auxquelles personne dans la région n'a prêté attention. La possibilité de pouvoir travailler depuis le confort de son domicile et d'y effectuer des tâches a été bien accueillie par les populations, évitant ainsi des embouteillages improductifs pour beaucoup d'utilisateurs au petit matin.

En outre, la fermeture des écoles a entraîné le recours à la technologie pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage. Ceux qui en avaient les moyens ont continué à apprendre en ligne. Toutefois, un grand nombre d'élèves n'ont pas pu rattraper leur retard parce qu'ils ne disposaient pas de moyens financiers ou d'une connexion internet fiable. Ces élèves ont été laissés pour compte aussi longtemps que les écoles étaient fermées. Il est donc de plus en plus nécessaire que les États membres collaborent avec le secteur privé afin d'étendre la couverture en électricité et la connexion internet aux zones non desservies, afin que personne ne soit laissé pour compte.

Enfin et surtout, la pandémie a donné aux entreprises des idées sur la manière dont elles peuvent optimiser davantage les coûts. Face à la réalité des réunions virtuelles, les entreprises devront décider si elles ont besoin de tous les espaces de bureaux loués et s'il est nécessaire de prendre un vol pour assister à une réunion ou s'il faut encore louer un centre de conférence pour organiser une réunion.

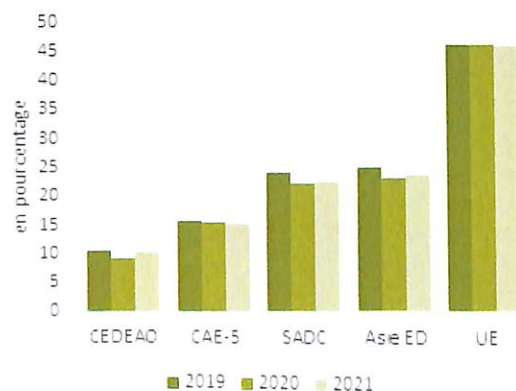
Faire les choses essentielles qui comptent

L'incertitude entourant la durée de la pandémie rend impérative l'adoption par les autorités monétaires et fiscales d'une politique de lutte contre la pandémie à long terme. Même si cela ne signifie pas que les interventions massives de 2020 doivent être répétées, la présence continue du virus signifie que la demande globale aura du mal à atteindre les niveaux prépandémiques, ce qui signifie également qu'au fil du temps, les chaînes d'approvisionnement devront s'adapter pour s'aligner sur la demande. Cette situation a des répercussions sur l'emploi, le revenu et l'impôt sur le revenu.

En effet, il est important d'adopter une position conservatrice en matière de recettes, tout en s'efforçant de rationaliser les dépenses en 2021 et 2022, afin de réduire le déficit budgétaire. Cela dit, il est nécessaire d'explorer des pistes novatrices d'augmentations de recettes en investissant dans les secteurs critiques de l'économie sans imposer des contraintes excessives aux citoyens.

Le ratio recettes/PIB sous-régional, qui n'a cessé de baisser depuis 2018, est le plus faible au monde. Les recettes de la CEDEAO représentaient 10,4 % du PIB en 2019, contre 15,7 % pour la CAE-5, 24,1 % pour la SADC, 24,9 % pour l'Asie émergente et en développement et 46 % pour l'UE (figure 20). Ce ratio a varié d'un pays à l'autre en 2020, dans une fourchette allant de 6,3 % (pour le Nigeria) à 29,9 % (pour le Liberia).

Figure 20: Ratio recettes/PIB



Source : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale

Notes Asie ED représente Asie émergente et en développement

Afin d'augmenter les recettes intérieures, en particulier les recettes fiscales, les États ont tendance à revoir à la hausse les taxes sur la valeur ajoutée, les ventes et/ou les taxes sur le pétrole. Bien que cela permette d'augmenter les recettes, il convient de faire preuve de circonspection afin d'éviter une inflation excessive, une augmentation inutile du coût des intrants et une aggravation de la situation des personnes vulnérables.

Il est généralement admis que l'espace fiscal dans de nombreux pays de la CEDEAO s'est rétréci avant même l'avènement de la pandémie de COVID-19. Outre la faiblesse des recettes, les États membres ont réduit les dépenses à un tel point qu'il n'y avait pratiquement plus de place pour une rationalisation supplémentaire des dépenses. Certains États ont appliqué un gel net des politiques d'emploi dans le secteur public, dans le but de contenir la hausse de la masse salariale, tandis que d'autres ont réduit le budget des dépenses d'investissement afin de respecter les limites préétablies du déficit budgétaire.

La triste réalité est que les pays doivent encore chercher à réduire davantage leurs dépenses afin d'éviter la création de besoins de financement et de dettes excessifs. La pratique qui consiste à réduire les dépenses et à augmenter les dépenses sociales en même temps doit être réalisée de manière à ne pas nuire aux résultats économiques globaux, étant donné le besoin urgent de restaurer la croissance.

Comme indiqué précédemment, malgré l'assainissement budgétaire, les dépenses sociales ne doivent pas être inutilement comprimées, étant donné qu'une période pandémique plus longue plongera davantage de personnes dans la vulnérabilité. En effet, alors que les pays s'efforcent d'améliorer leurs économies, ils doivent être conscients du fait que la pandémie a poussé davantage de personnes dans l'extrême pauvreté. Ainsi, le budget consacré aux filets de sécurité sociale doit être à la hauteur de la réalité sur le terrain.

Il est de notoriété publique que les denrées alimentaires représentent un besoin essentiel de notre société et la pandémie nous en a encore donné la preuve. Le confinement a entraîné une hausse brutale des prix des denrées alimentaires, les achats effectués sous l'emprise de la panique ayant entraîné des pénuries artificielles. La réalité est que, même si la sous-région a le potentiel pour se nourrir, des difficultés en matière d'approvisionnement de denrées alimentaires existent. À court terme, il est impératif que les

États membres investissent dans la production de cultures vivrières en fournissant aux agriculteurs (les plus vulnérables de notre société) des semences améliorées, de l'engrais et des garantis. Le soutien aux entreprises doit également être un élément clé de cette politique. La pandémie de COVID-19 a touché un grand nombre de petites entreprises. Par conséquent, la stratégie devrait consister à soutenir les PME/PMI, étant donné l'impact qu'elles ont sur les économies de la sous-région. Les PME/PMI représentent plus de 90 % de toutes les entreprises en Afrique de l'Ouest et emploient le plus grand nombre de personnes. Les gouvernements devraient travailler avec le secteur financier à l'effet d'explorer des pistes permettant de fournir un soutien en termes de fonds de roulement et/ou des incitations fiscales à ces entreprises, qui font des efforts pour ramener leurs opérations à des niveaux prépandémiques. La fermeture de ces entreprises aggrave le problème du chômage et constitue une perte de recettes fiscales à court et moyen terme.

Tout en s'efforçant de restaurer la confiance des entreprises et des consommateurs, il est nécessaire que les États s'attachent à tirer le meilleur parti des avantages de l'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). La sous-région a connu des difficultés en matière de commerce intrarégional avant et après la création de la CEDEAO, avec un commerce accru avec l'Europe occidentale et l'Asie. Les gouvernements doivent identifier les industries compétitives qui peuvent profiter de l'initiative ZLECA afin d'augmenter le commerce intra-CEDEAO et s'ouvrir au reste du continent. La conséquence de l'inaction est l'inondation des marchés locaux par des marchandises provenant de l'extérieur, entraînant la mort des industries locales et des pertes d'emplois.

La ZLECA pourrait également devenir un moyen de formaliser le commerce informel de denrées alimentaires et de matières premières de base dans la sous-région, qui n'est pas pris en compte dans les statistiques commerciales. Cette situation pourrait contribuer à stimuler les efforts de diversification des États membres, étant donné que le commerce s'est concentré sur les cultures de rente et les ressources naturelles, au détriment des besoins fondamentaux de la sous-région. Cela explique pourquoi le commerce est tourné vers l'extérieur, plutôt que vers l'intérieur. Le commerce des produits de base tels que le sel,

l'oignon, le riz, entre autres, n'a pas atteint son niveau potentiel en raison des importations en provenance de l'extérieur de la région, alors qu'il existe une surabondance et d'énormes pertes post-récolte dans certaines parties de la région.

Comme stratégie à moyen et long terme, il est essentiel pour la région de la CEDEAO de renforcer sa capacité de production de vaccins. Ceci afin de prévenir les difficultés liées au déploiement du vaccin COVID-19, en cas déclenchement d'une autre pandémie.

Risques de dégradation

Même s'il existe des signes encourageants de reprise, il est important de rester prudent. Le principal risque pour une relance rapide à court terme reste lié à la COVID-19, notamment les nouveaux variants du virus, les difficultés relatives au déploiement du vaccin, l'efficacité et les hésitations à l'égard du vaccin. Vu que la plupart des pays s'efforcent de contenir le virus sans que l'activité économique ne soit interrompue pour autant, la demande globale mondiale pourrait stagner, ce qui aurait des répercussions négatives sur les exportations de la sous-région. Même s'il ne fait guère de doute que la demande globale en 2021 dépassera celle de 2020, des inquiétudes subsistent quant à la possibilité qu'elle atteigne rapidement les niveaux prévus, quand bien même l'on observe les premiers signes encourageants.

Une pandémie sur une longue durée entraînera une nouvelle sous-performance des recettes, une exacerbation du déficit budgétaire et une accumulation accrue de la dette. La sous-performance des recettes pourrait également découler du risque de détérioration des prix des produits de base, ce qui pourrait avoir de vastes répercussions sur la position des réserves extérieures et le déficit budgétaire.

Enfin, le risque lié à l'insécurité doit être pris en compte. Si le nombre de prises de pouvoir par les militaires a chuté au cours de la dernière décennie, le risque d'insurrection reste un réel danger. L'extrémisme religieux et les enlèvements se sont intensifiés au cours des deux dernières décennies, suscitant des inquiétudes en matière de sécurité chez les investisseurs. La persistance de cette situation regrettable pourrait anéantir les efforts déployés pour attirer les investissements directs étrangers dans certaines parties de la sous-région.

RÉFÉRENCES

Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne du FMI (2021),
Édition avril 2021 : Navigating a Long Pandemic, Washington, DC : Fonds monétaire international.

Perspectives de l'économie mondiale du FMI, *Édition avril 2021 Managing Divergent Recoveries*, Washington, DC : Fonds monétaire international.

FICHES PAYS





Performances macroéconomiques

L'économie béninoise fait partie des économies de la sous-région ayant enregistré une croissance positive en 2020. L'activité économique a décéléré pour atteindre une croissance de 2 %, contre 6,9 % en 2019, en raison d'une combinaison de facteurs, notamment la pandémie de COVID-19 et les conséquences de la fermeture des frontières du Nigeria avec le pays. Le déficit budgétaire a enregistré une croissance passant de 0,5% du PIB en 2019 à 4,9% du PIB, avec le renforcement des filets de sécurité sociale et les dépenses de santé devenues nécessaires pour atténuer les impacts négatifs de la pandémie. L'augmentation du déficit budgétaire a entraîné une forte augmentation de la dette pour remédier au déficit de financement, le ratio dette/PIB atteignant 45,4%, contre 41,2% en 2019. La politique monétaire accommodante, la priorité donnée aux dépenses budgétaires et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont suscité une hausse générale des prix. L'économie a ainsi connu en moyenne, une forte poussée inflationniste de 3%, contre -0,9% en 2019. La balance commerciale s'est détériorée en raison de la pandémie de COVID-19, tout comme la balance courante. Le déficit de la balance courante s'est creusé atteignant 4,7% du PIB en 2020, contre 4% du PIB en 2019.

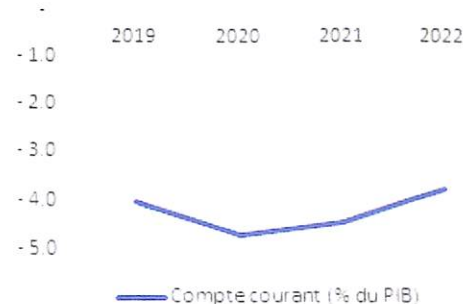
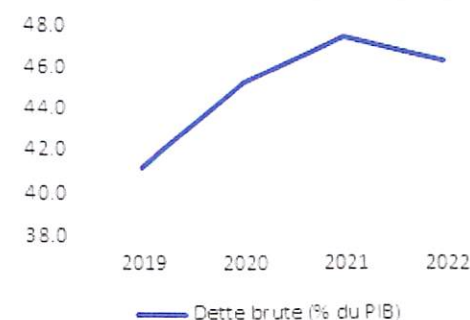
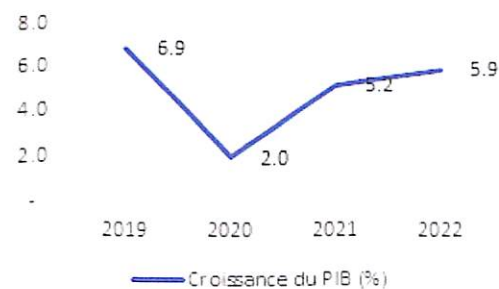
Perspectives

L'économie béninoise devrait rebondir à un taux de 5,2% en 2021, puis à 5,9% en 2022, à la faveur d'une hausse des exportations et d'une amélioration relative des prix du coton. En 2021, l'inflation devrait connaître une croissance modérée de 2,2%, avant de chuter à 2% en 2022.

Cela est principalement dû à certains facteurs tels que l'envolée des prix des denrées alimentaires, la hausse des prix du pétrole et des frais de fret. Le déficit budgétaire devrait également régresser à 4,5% puis à 3% du PIB en 2021 et 2022, respectivement. La dette brute devrait grimper à 47,5% du PIB en 2021 avant de retomber à 46,4% en 2022. Le solde des comptes courants devrait s'améliorer pour atteindre -4,4 % du PIB en 2021, puis -3,8 % en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

La longévité de la pandémie de COVID-19 reste la plus grande menace pour un revirement rapide des enjeux de l'année 2020. Plus le virus s'éternise, plus l'activité économique aura du mal à enregistrer une reprise à grande échelle, l'industrie hôtelière et la demande globale mondiale ayant encore du mal à atteindre les niveaux de l'année 2019. En outre, les coûts d'emprunt élevés, dans un contexte marqué par la hausse de la demande mondiale de dette, pourraient exercer une pression sur l'équilibre budgétaire du Bénin.





BURKINA FASO

Performances macroéconomiques

Le Burkina Faso a échappé à une récession en 2020, avec une croissance de 0,8% du PIB réel, contre 5,7% en 2019. La pandémie de COVID-19 et les restrictions de mouvement y afférentes ont eu un impact négatif sur l'industrie hôtelière, et la faiblesse de la demande et des prix des produits de base a affecté la valeur ajoutée minière. Le niveau moyen des prix globaux est passé de -3,2% à 1,9% en 2020, sous l'effet de la hausse générale des prix des denrées alimentaires et du déclin de l'offre. Le déficit budgétaire est passé à 5,2 % du PIB, contre 3,5 pour cent du PIB en 2019, ce qui reflète une baisse des recettes et une hausse des dépenses sociales et de santé au cours de l'année. La dette brute a également affiché une progression marginale, passant à 44,3% du PIB, contre 42,7% en 2019. Le déficit de la balance courante s'est également creusé atteignant 3,7% du PIB, contre 3,3% en 2019, principalement en raison de la détérioration de la balance commerciale.

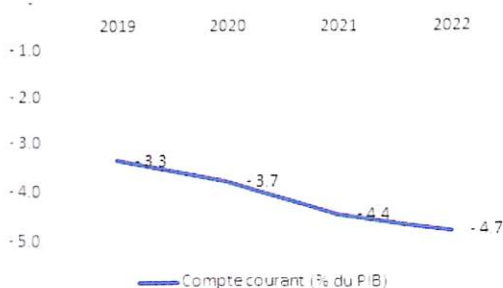
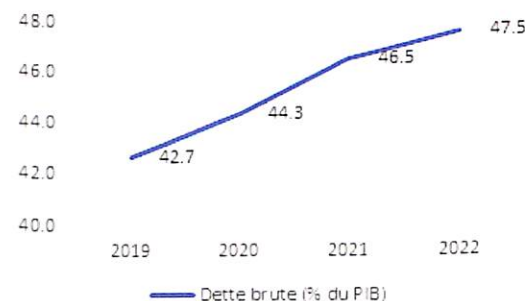
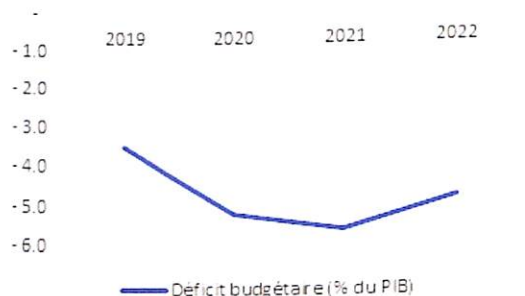
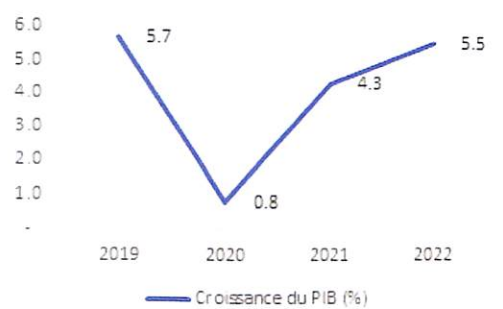
Perspectives

L'économie burkinabé devrait enregistrer une croissance de 4,3% en 2021, puis un taux de croissance de 5,5% en 2022, sous l'impulsion de la demande globale. Le déficit fiscal devrait croître à 5,5% du PIB en 2021 et chuter à 4,7% en 2022, eu égard à la hausse anticipée des dépenses sociales et sanitaires dans un contexte marqué par l'amenuisement des recettes. Malgré la baisse prévisionnelle du déficit budgétaire en

pourcentage du PIB en 2022, la dette brute devrait continuer à croître et atteindre 46,5% en 2021, puis 47,5% en 2022. L'inflation moyenne devrait atteindre 2,8% en 2021, avant de fléchir à 2,5 % en 2022, du fait de la hausse des prix du pétrole, des denrées alimentaires et des frais de fret, etc. La détérioration de la balance commerciale devrait se poursuivre en raison de l'augmentation des cours du pétrole et des frais de fret, ce qui entraînera un déficit de la balance courante, soit 4,4 % du PIB en 2021, puis 4,7 % du PIB en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

La pandémie de COVID-19 représente la plus grande menace qui pèse sur la reprise économique du Burkina Faso. Toutefois, la montée du cours des produits pétroliers constitue une seconde menace pour l'économie, dans la mesure où l'économie burkinabé est une économie enclavée qui engendre des frais supplémentaires de transport terrestre, en sus de la hausse des frais de fret.





LE CAP VERT

Performances macroéconomiques

L'économie capverdienne a été l'économie la plus touchée de la sous-région, en termes de croissance du PIB. La baisse des arrivées de touristes arrivants a basculé l'économie vers une contraction de -14%, contre 5,7% en 2019. Le déficit budgétaire s'est creusé, avec l'augmentation des dépenses et la baisse des recettes, pour atteindre 8,9% du PIB, contre 1,8% du PIB en 2019. L'inflation moyenne, a cependant chuté à 0,6%, contre 1,1 % en 2019. La dette brute s'est fortement alourdie, passant de 125% à 139% du PIB, en raison de l'augmentation du déficit de financement, comme indiqué précédemment. Le déficit de la balance courante a également bondi à 13,8% du PIB en 2020, contre 0,4% du PIB en 2019, les activités touristiques étant pratiquement à l'arrêt.

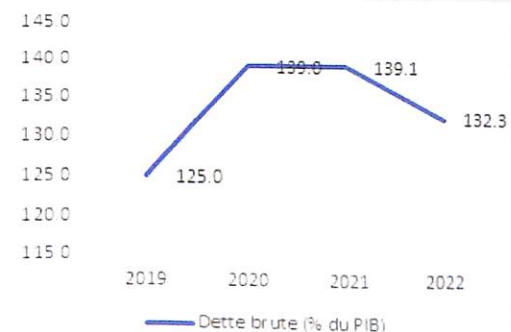
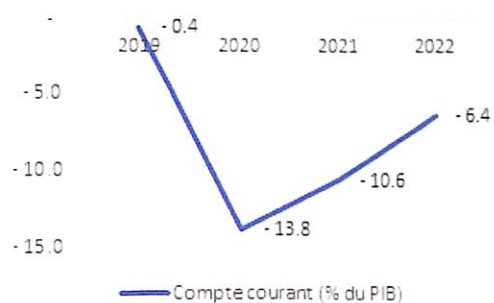
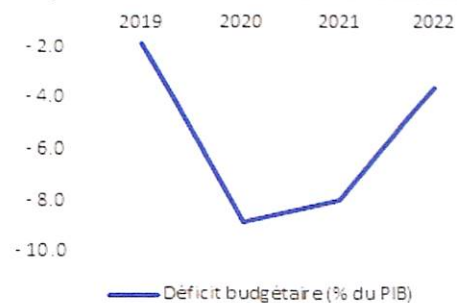
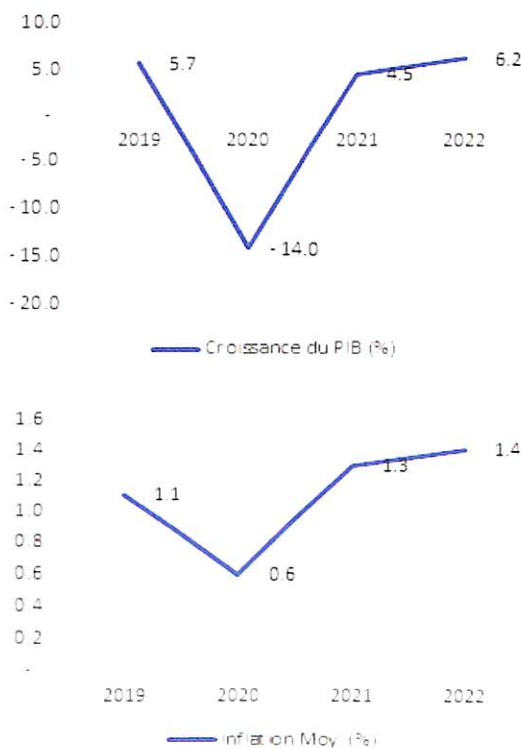
Perspectives

L'activité économique devrait afficher une croissance de 4,5% en 2021, un chiffre largement inférieur aux prévisions initiales, en raison de la reprise léthargique du secteur touristique. Les touristes arrivant au premier trimestre de 2021 sont en deçà des chiffres de 2020, les restrictions de voyage étant toujours en vigueur dans la plupart des pays européens et américains. D'après les prévisions, la croissance du PIB devrait atteindre 6,2% en 2022, dans la perspective d'une reprise effective des activités touristiques. Même si les recettes devraient rebondir, les dépenses se fixeront à un niveau plus élevé à moyen terme, ce qui entraînera des déficits budgétaires de 8% du

PIB et de 3,6% en 2021 et 2022, respectivement. Le ratio dette/PIB devrait croître légèrement pour atteindre 139,1% en 2021, puis régresser à 132,3% en 2022. L'inflation devrait grimper à 1,3% en 2021, puis remonter légèrement à 1,4% en 2022, en raison de la reprise de l'activité économique dans un contexte caractérisé par la flambée des prix de l'énergie et des frais de fret. La balance courante devrait rester déficitaire, du fait principalement d'une balance commerciale déficitaire. Le déficit de la balance courante devrait se contracter à 10,6% du PIB en 2021, puis à 6,4% du PIB en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

L'économie capverdienne sera davantage mise à rude épreuve si la pandémie de COVID-19 persiste. Elle aura de graves répercussions sur le secteur du tourisme. Toutefois, d'après les prévisions, le tourisme ne retrouvera pas en 2021 son niveau antérieur à la pandémie, compte tenu des difficultés liées au déploiement du vaccin et du maintien des restrictions de voyage dans les régions de provenance des touristes.





CÔTE D'IVOIRE

Performances macroéconomiques

L'économie ivoirienne a progressé de 2,3% en 2020, contre 6,2% en 2019, sous le coup de la pandémie de COVID-19. Toutefois, elle a été la deuxième économie la plus résiliente de la sous-région avec une croissance relativement impressionnante, en raison des défis actuels. Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 5,9% du PIB, contre 2,3% en 2019, dans la mesure où les recettes intérieures ont baissé à 14,4% du PIB, contre 15 % en 2019, et les dépenses ont crû de 17,3% du PIB en 2019 à 20,3% en 2020, dans le souci d'atténuer les retombées négatives de la pandémie sur les populations. L'inflation moyenne a bondi à 2,5%, contre 0,8% en 2019, en raison des politiques monétaires accommodantes, des politiques budgétaires expansionnistes et des perturbations observées dans la chaîne d'approvisionnement. La dette brute a grimpé à 45,7% du PIB, contre 41,2% en 2019, et le déficit de la balance courante a également crû à 3,6% du PIB, contre 2,7% en 2019.

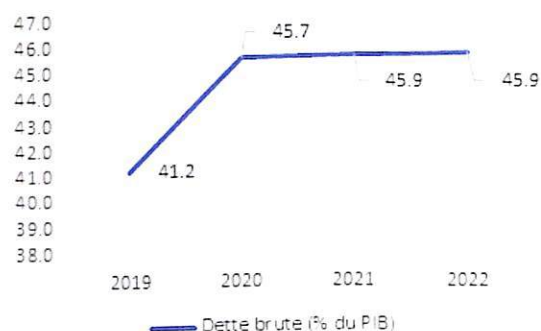
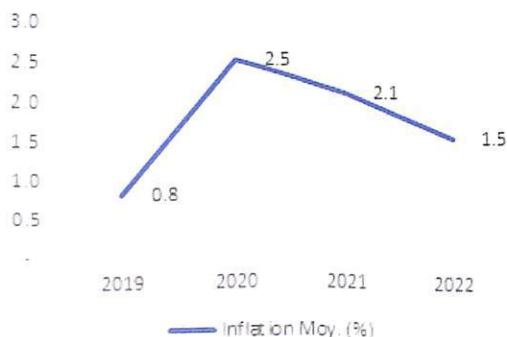
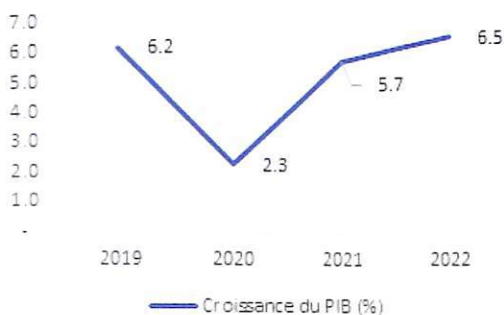
Perspectives

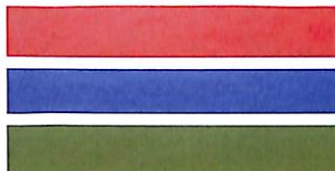
L'économie ivoirienne devrait enregistrer une croissance de 5,7% en 2021, puis un taux de croissance de 6,5% en 2022. Le déficit budgétaire devrait reculer à 4,6% du PIB et à 3,5% en 2021 et 2022 respectivement, grâce à l'augmentation des recettes et à une réduction des dépenses. La dette brute en pourcentage du PIB devrait

connaître une faible hausse et atteindre 45,9%, puis se maintenir au même niveau en 2022, tandis que l'inflation fléchira à 2,1% en 2021, puis à 1,5% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

Les performances de l'économie dépendent essentiellement de la durée de la pandémie et de la manière dont le gouvernement y viendra à bout. Vu la lenteur du processus d'acquisition et de déploiement des vaccins, une troisième vague pourrait être désastreuse pour le pays. En outre, les prix du pétrole brut et des denrées alimentaires ainsi que les frais de fret pourraient mettre à mal l'économie ivoirienne, en l'absence de toute mesure d'atténuation.





GAMBIE

Performances macroéconomiques

L'économie gambienne a été morose en 2020, en raison du faible niveau des recettes du tourisme et des réexportations, au même moment, la pandémie de COVID-19 décimait les autres économies du monde entier. Toutefois, La Gambie a été l'un des rares pays de la sous-région à avoir connu une inflation plus faible, par rapport à 2019, avec une décélération de l'inflation pour se fixer à 5,9%, contre 7,1% en 2019. Le déficit budgétaire en pourcentage du PIB s'est contracté à 1,9% du PIB, contre 2,5% en 2019. Cela est principalement imputable au fait que les dépenses publiques en pourcentage du PIB sont restées stables, soit 23,6% en 2019 et 2020, les recettes ayant légèrement progressé pour atteindre 21,7% du PIB, contre 21 % en 2019. La dette brute en pourcentage du PIB a considérablement diminué, passant de 80,1% en 2019 à 75,8% en 2020, en raison de la résorption des dettes intérieures et extérieures. Le déficit de la balance courante en pourcentage du PIB a connu une légère hausse, passant de 5,3% en 2019 à 5,5%.

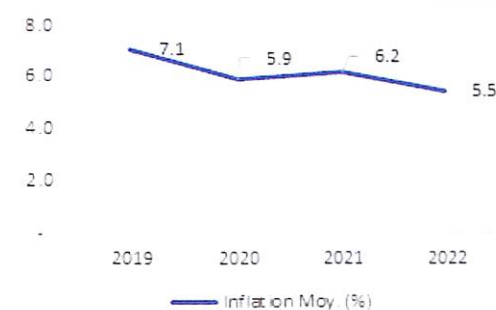
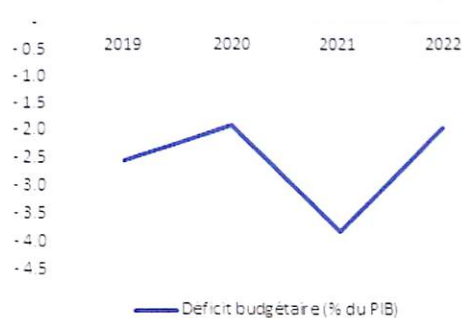
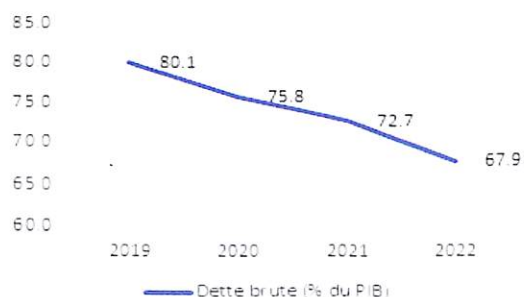
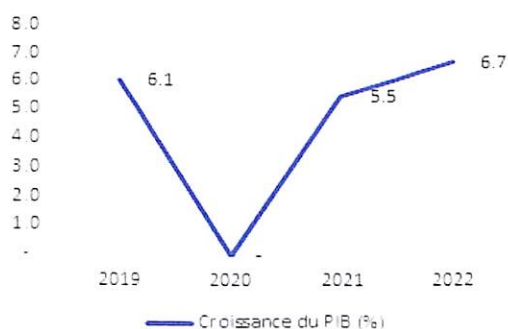
Perspectives

L'économie devrait rebondir et atteindre une croissance de 5,5% en 2021, et un taux de croissance de 6,7% en 2022, avec la reprise effective de la production. Les prévisions de croissance pour 2021 sont inférieures aux prévisions initiales, étant donné que le secteur du tourisme ne devrait pas connaître le redressement escompté. Les restrictions de voyage sont toujours en vigueur dans les régions de provenance des touristes, ce qui a entraîné un faible afflux de touristes jusqu'à présent. Le déficit budgétaire

devrait connaître une hausse modérée en 2021, l'accroissement des dépenses étant supérieure à celle des recettes en raison de mesures visant à augmenter les dépenses sociales dans le pays. Le déficit budgétaire devrait bondir à 3,8% du PIB en 2021 et se contracter à 2% en 2022. La tendance baissière de la dette brute devrait se poursuivre et atteindre 72,7% en 2021 puis 67,9% en 2022, tandis que l'inflation moyenne augmentera à 6,2% en 2021 et chutera à 5,5% en 2022. Conformément aux prévisions relatives à la baisse continue des recettes touristiques et des subventions en 2021, le déficit de la balance courante en pourcentage du PIB devrait se creuser à 8,6% en 2021, puis à 8,8% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

Bien que la pandémie de COVID-19 reste la plus grande menace pour la Gambie, des recettes touristiques et de réexportation exceptionnellement faibles auront un impact dévastateur sur l'économie. Au-delà de son impact négatif sur l'activité économique, cette situation pourrait également avoir de graves répercussions sur la stabilité de la monnaie.





GHANA

Performances macroéconomiques

Au Ghana, la croissance économique a chuté à 0,9% en 2020, contre 6,5% en 2019, du fait également de la pandémie de COVID-19. L'accroissement des dépenses sociales et de santé, doublé de la faiblesse des recettes, ont entraîné un énorme déficit budgétaire de 16% du PIB, contre 7,3% en 2019, en raison d'un repli de 1,8% des recettes (contre une croissance de 10% en 2019) et d'une augmentation de 47% des dépenses (contre 14% en 2020). Ce déficit important a engendré un gonflement de la dette, celle-ci passant à 78% du PIB, contre 63,9% en 2019. L'inflation moyenne a augmenté à 9,9%, contre 7,1% en 2019, en raison de la montée des prix des produits alimentaires et non alimentaires. Même si la balance commerciale est restée excédentaire pour la quatrième année consécutive, le déficit de la balance courante s'est aggravé pour atteindre 3,3% du PIB, contre 2,8% en 2019.

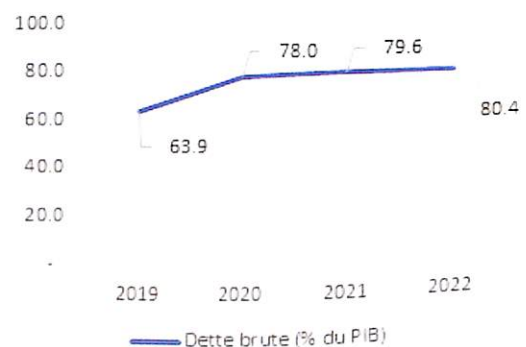
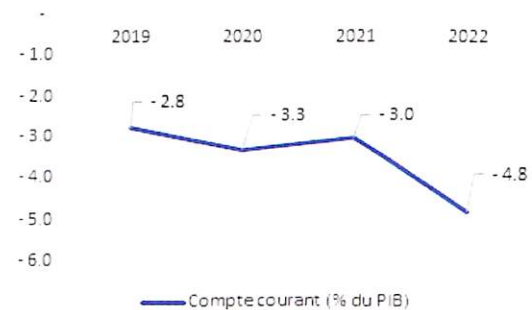
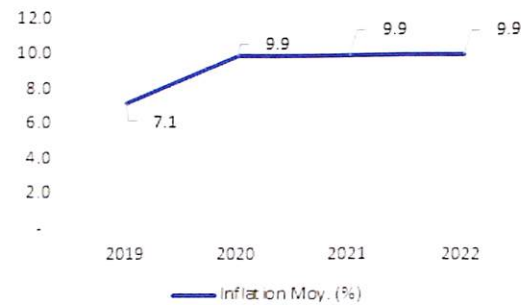
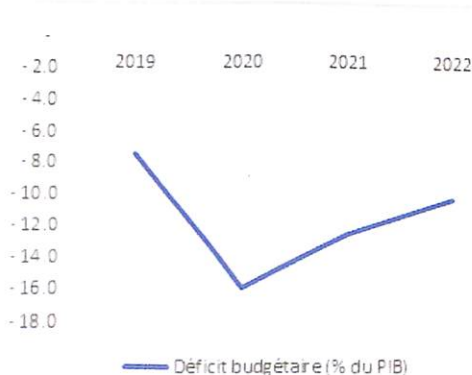
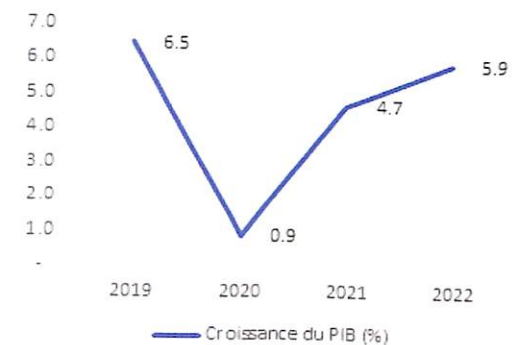
Perspectives

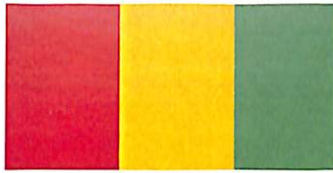
L'économie ghanéenne devrait se raffermir, même si elle n'atteindra pas les niveaux initialement prévus, dans la mesure où les recettes du tourisme devraient faiblir, tandis que les exportations d'or pourraient être moins performantes en raison de la répression de l'exploitation minière illégale qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles sur certaines exploitations légales à petite échelle. La croissance économique devrait s'établir à 4,7% en 2021, puis à 5,9% en 2022. Le déficit budgétaire

devrait se réduire à 12,6% du PIB en 2021, après le taux élevé induit par le COVID-19 en 2020, et fléchir davantage à 10,4% en 2022. En revanche, la tendance haussière de la dette publique devrait se poursuivre en 2021, et atteindre 79,6% du PIB, puis 80,4% en 2022. Dans les années 2021 et 2022, l'inflation moyenne devrait se maintenir à un chiffre, notamment dans le haut de la fourchette de 9,9%. Le déficit de la balance courante devrait s'améliorer et atteindre 3% du PIB, contre 3,3% en 2020, avant de se détériorer à 4,8% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

La pandémie de COVID-19 reste la plus grande menace pour la reprise économique au Ghana. L'autre défi concerne la capacité du pays à mobiliser les rentes prévues sur les ressources naturelles en cas de chute des prix et de difficultés de production (comme celle prévue pour la production d'or).





GUINÉE

Performances macroéconomiques

L'économie guinéenne a été résiliente en 2020, avec une croissance de 5,2% (la plus élevée de la sous-région), contre 5,6% en 2019, grâce à l'intensification des activités minières. Le déficit budgétaire a augmenté pour atteindre 3,6% du PIB, contre 0,5% en 2019. Cela est attribuable à l'augmentation des dépenses et à la baisse des recettes sous l'effet de la pandémie de COVID-19. La dette publique a crû pour atteindre 41,4%, contre 36,8% en 2019, en raison d'un besoin de financement accru et d'une poussée de l'inflation à 10,6%. Toutefois, le déficit de la balance courante s'est amélioré légèrement à 12,1% du PIB, contre 13,7% en 2019, la balance commerciale s'étant également raffermie à -1,9% du PIB, contre -5,0% du PIB en 2019. L'inflation moyenne, quant à elle, a augmenté à pour atteindre 10,6% en 2020, contre 9,5% en 2019.

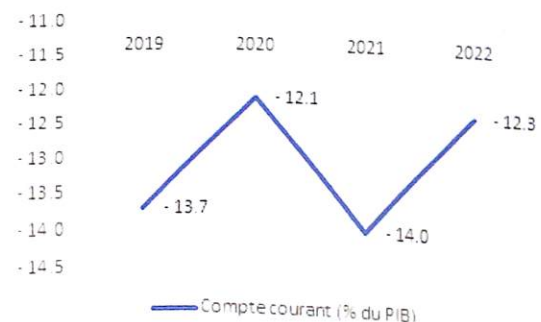
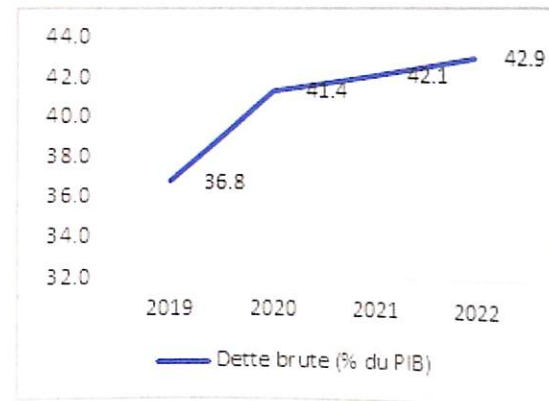
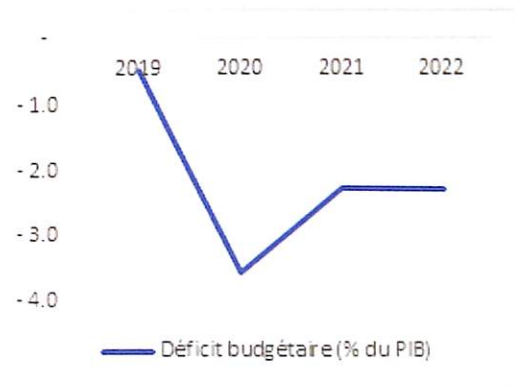
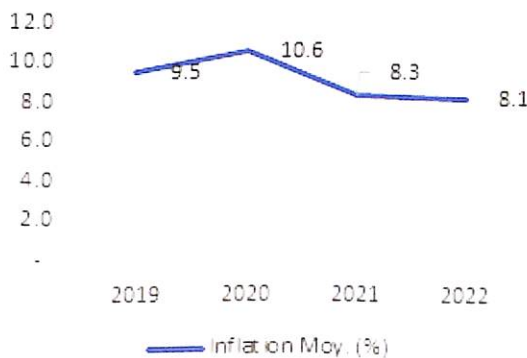
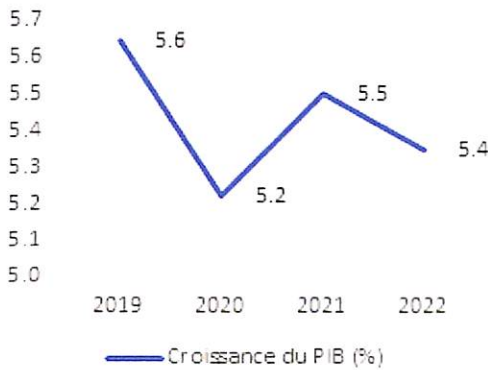
Perspectives

Les prévisions de croissance de l'économie guinéenne sont de 5,5% et 5,4% en 2021 et 2022, respectivement, avec une décélération de l'inflation à 8,3% en 2021 et à 8,1% en 2022. Le déficit budgétaire devrait reculer à 2,2% en 2021 et 2022, à la faveur de l'augmentation des

recettes et de la rationalisation des dépenses, par rapport à 2020. La dette brute devrait poursuivre sa trajectoire ascendante pour atteindre 42,1% du PIB et 42,9% du PIB en 2021 et 2022, respectivement. Le déficit de la balance courante devrait grimper à 14% du PIB en 2021 avant de se replier à 12,3% du PIB en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

La pandémie de COVID-19 représente la plus grande menace pour la Guinée, même si elle a réussi à la surmonter en 2020. La croissance économique étant essentiellement tirée par le secteur minier en 2020, les autres secteurs devront se redresser avant la concrétisation des prévisions.





GUINÉE-BISSAU

Performances macroéconomiques

La Guinée-Bissau a enregistré une baisse de 2,4% de son activité économique en 2020, contre une croissance de 4,5% en 2019, principalement en raison de la pandémie de COVID-19. Au cours de la période considérée, l'inflation moyenne a grimpé à 1,5% en 2020, contre 0,3% en 2019, du fait de la hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires. Le déficit budgétaire est passé de 3,9% du PIB en 2019 à 9% en 2020, même si les recettes ont progressé pour atteindre 17,2% du PIB (contre 15,4% en 2019). Les dépenses ont cependant bondi à 23,5% du PIB en 2020, contre 12,1% en 2019, entraînant le type de besoin de financement constaté cette année. En réponse à ce besoin de financement, la dette brute a crû à 78,1% du PIB en 2020, contre 66,9% en 2019. Le déficit de la balance courante s'est accentué et a atteint 10,1% du PIB, contre 8,6% en 2019, la balance commerciale ayant enregistré une croissance à -9,1% du PIB, contre -6% du PIB en 2019.

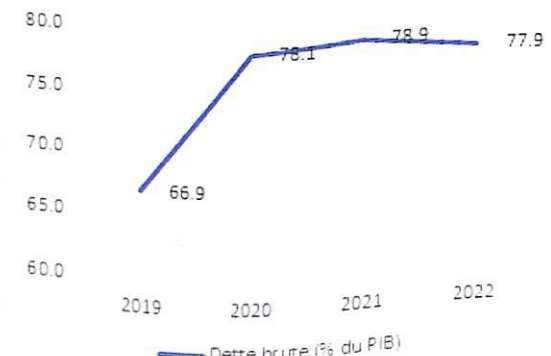
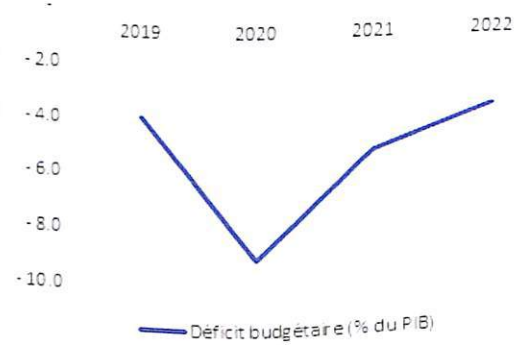
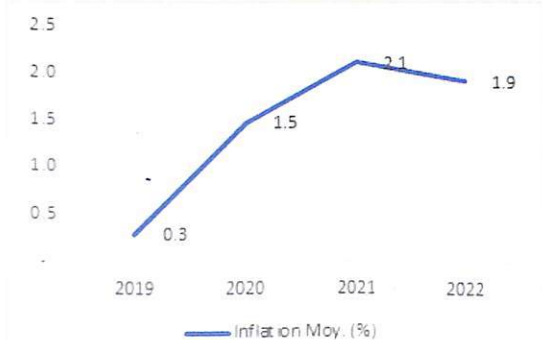
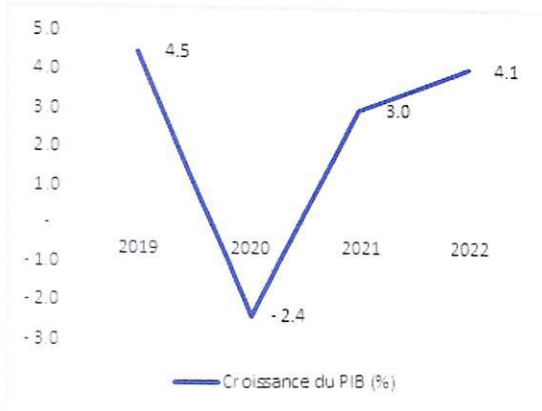
Perspectives

D'après les prévisions, l'économie bissau-guinéenne devrait se remettre de la récession de 2020 et atteindre une croissance de 3% en 2021, et un taux de croissance de 4,1% en 2022. L'inflation moyenne devrait se hisser à 2,1%, avec la poursuite de la flambée des prix des produits alimentaires et non alimentaires, avant de régresser à 1,9% en 2022. Le déficit budgétaire devrait chuter à 5,2% du PIB, grâce à une envolée

des recettes perçues et à la prise des mesures visant à réduire les dépenses en 2021. Ce déficit devrait fléchir davantage et atteindre 3,6% du PIB en 2022. La dette publique devrait augmenter légèrement à 78,9% du PIB en 2021, avant de se contracter à 77,9% en 2022. Le déficit de la balance courante devrait s'améliorer et atteindre 6,5% du PIB en 2021, puis un taux de 5,6% en 2022, avec la reprise des exportations.

De très Fortes Turbulences probables

La pandémie de COVID-19 fait planer un énorme risque sur l'économie du pays, tant au niveau interne qu'externe. Une aggravation de la pandémie pourrait entraîner la prise de mesures restrictives, susceptibles de freiner l'activité économique. Au plan extérieur, la demande de matières premières du pays est également fonction de la manière dont les principaux marchés d'exportation parviendront à endiguer la pandémie.





LIBERIA

Performances macroéconomiques

L'économie libérienne a été confrontée à une faible croissance de son PIB, voire à une croissance négative depuis ces dernières années. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation en plongeant davantage le pays dans une récession, avec une croissance de -3%, contre -2,5% en 2019. L'inflation moyenne a nettement diminué, passant de 27% en 2019 à 17% en 2020, et le déficit budgétaire s'est également amélioré pour atteindre 2,8% du PIB, contre 4,6% en 2019. La dette brute a toutefois grimpé à 61,8% du PIB, contre 55,4 % en 2019. Le déficit de la balance courante s'est contracté, passant de 19,5% du PIB en 2019 à 18,1%, même si la balance commerciale s'est détériorée, passant de 12,9% du PIB en 2019 à 14% en 2020.

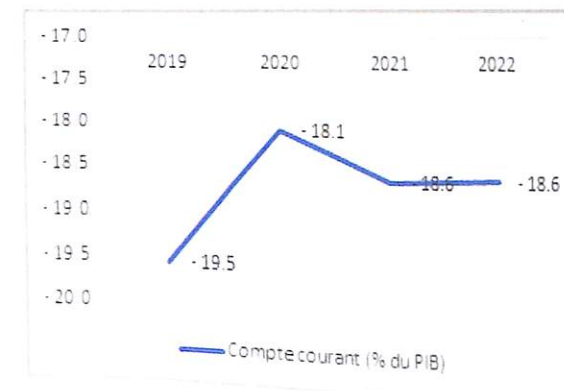
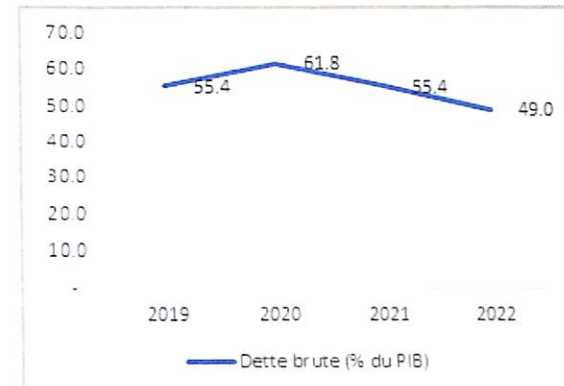
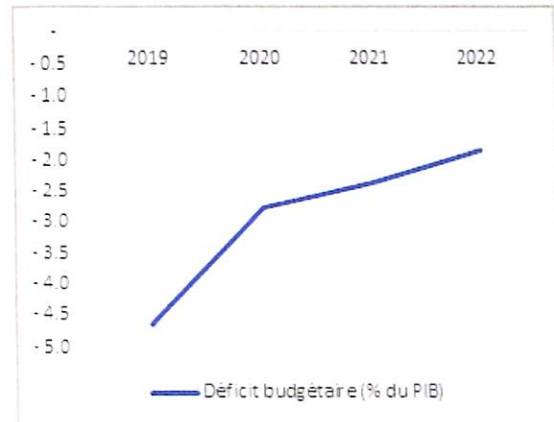
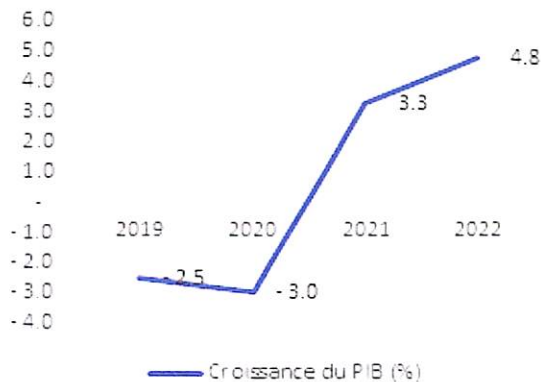
Perspectives

L'économie libérienne devrait afficher une croissance de 3,3% en 2021, puis un taux de croissance de 4,8% en 2022. L'inflation moyenne devrait poursuivre sa tendance baissière en 2021 et atteindre 11%, avant de rebondir à 14,1% en 2022. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 2,3% du PIB et à 1,8% du PIB en 2021 et 2022 respectivement, grâce à un meilleur recouvrement

des recettes et à une compression des dépenses. Le ratio de la dette-PIB devrait se replier à 55,4% du PIB en 2021 puis à 49% du PIB en 2022, tandis que le déficit de la balance courante augmentera pour atteindre 18,6% du PIB en 2021 et restera inchangé en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

Une pandémie de COVID-19 étalée sur une longue que prévu pourrait anéantir les efforts de relance économique par une baisse de la production. Le fléchissement des transferts de fonds pourrait également affecter les prestations des services sociaux et les investissements dans les secteurs fondamentaux de l'économie.





MALI

Performances macroéconomiques

L'économie malienne s'est contractée de 2% en 2020, contre une croissance de 4,8% en 2019. Cette baisse est essentiellement due à la pandémie de COVID-19 et aux mesures de restriction afférentes. L'inflation moyenne a augmenté à 0,6%, contre -2,9% en 2019, les prix des denrées alimentaires ayant particulièrement amorcé leur progression. Le déficit budgétaire a grimpé à 5,5% du PIB en 2021, contre 1,7% en 2020, sous l'effet de l'amenuisement des recettes (baisse de 6,8 % en terme nominal) et de l'augmentation des dépenses (hausse de 10,2% en terme nominal), vu la nécessité d'accroître les dépenses de santé et les dépenses sociales. La dette brute s'est également hissée à 44,2% en 2020, contre 40,5% en 2019. Le déficit de la balance courante s'est résorbé pour atteindre 2% du PIB, contre 4,8% en 2019, dans la mesure où la balance commerciale des biens est devenue excédentaire pour la première fois depuis 2012. La balance commerciale a affiché un taux de 2,9% du PIB, contre -2,4% du PIB en 2019.

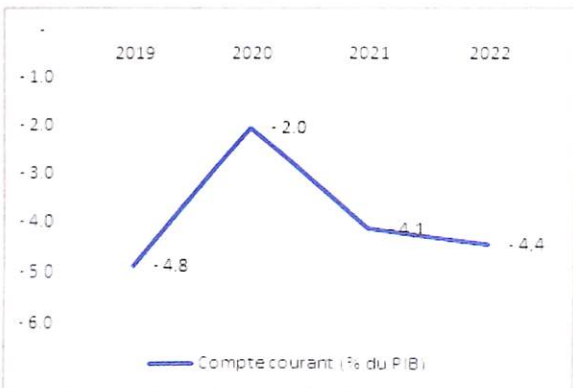
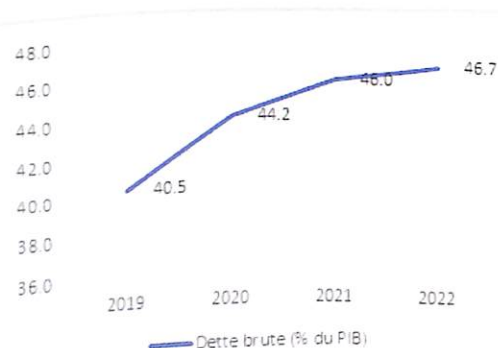
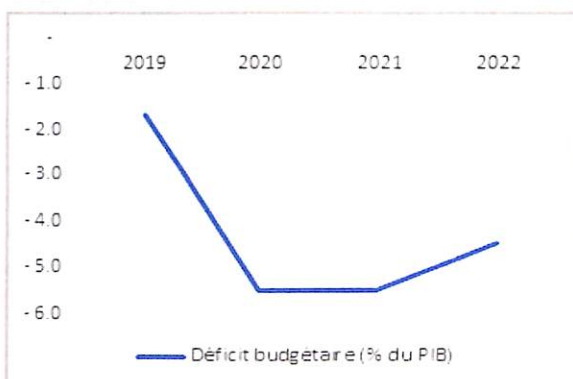
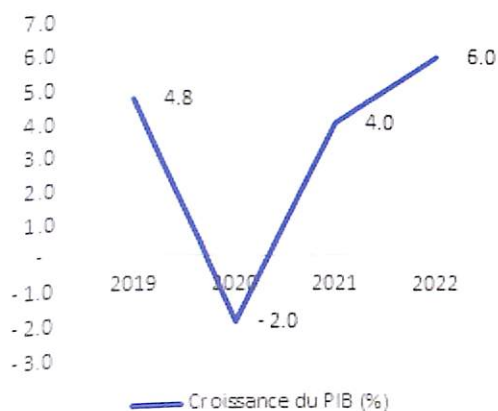
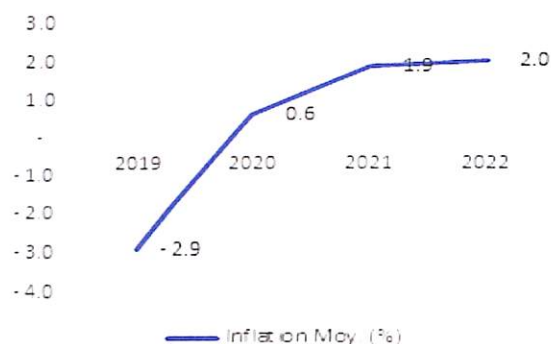
Perspectives

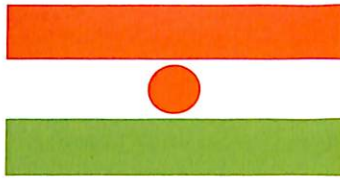
L'économie malienne devrait rebondir en 2021 avec une croissance de 4% et à un taux de 6% en 2022, grâce à l'amélioration des cours de l'or et du coton. L'inflation devrait poursuivre sa trajectoire ascendante, passant de 1,9% en 2021 à 2% en 2022. En 2021, le déficit budgétaire devrait se

maintenir au taux de 5,5% du PIB enregistré en 2020, avant de chuter à 4,5% en 2022, grâce à l'augmentation des recettes perçues et à la compression des dépenses. La dette brute devrait augmenter à 46% du PIB en 2021, puis à 46,7% du PIB en 2022. Le déficit de la balance courante devrait se creuser à 4,1% du PIB en 2021, puis augmenter légèrement à 4,4% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

La pandémie de COVID-19 représente la plus grande menace pour l'économie malienne en 2021, eu égard à l'impact qu'elle pourrait avoir sur les prix des matières premières. Les efforts de vaccination doivent être redoublés au plan interne afin d'éviter une deuxième, voire une troisième vague de contamination. L'instabilité politique et les troubles civils constituent également des risques pesant sur les perspectives.





NIGER

Performances macroéconomiques

L'économie nigérienne a connu une croissance de 1,2% en 2020, contre 5,9% en 2019, principalement en raison de la pandémie de COVID-19. L'inflation moyenne a progressé à 2,8%, contre -2,5% en 2019, du fait de la montée des prix des produits alimentaires induite par la pandémie. Le déficit budgétaire a atteint 5,8% du PIB en 2020, contre 3,6% en 2020, les recettes ayant fléchi à 17,6% du PIB (contre 18% du PIB en 2019) et les dépenses ayant grimpé à 23,4% en 2020 (contre 21,6% en 2019). La dette brute s'est hissée à un taux de 44,2% du PIB en 2020, contre 39,8% en 2019. Le déficit de la balance courante a crû à un taux de 13,3% du PIB en 2020, contre 12,3% en 2019, dans la mesure où la balance commerciale a augmenté à 9,5% du PIB- en 2020, contre 9,3% en 2019.

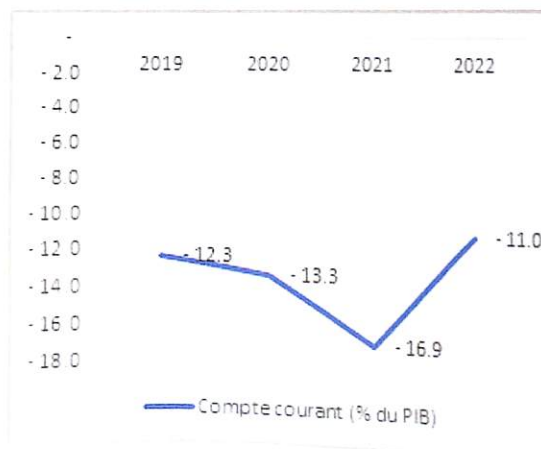
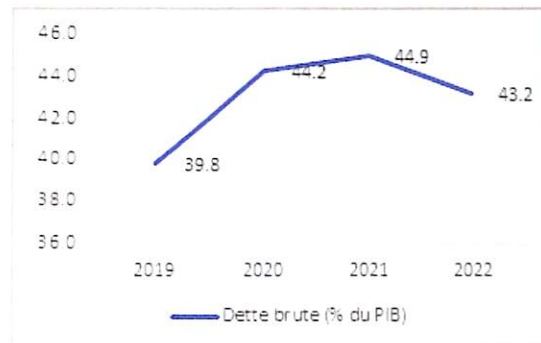
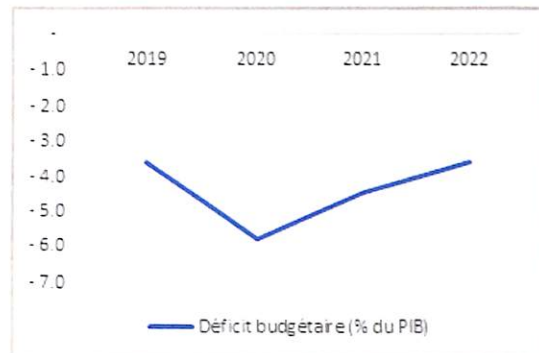
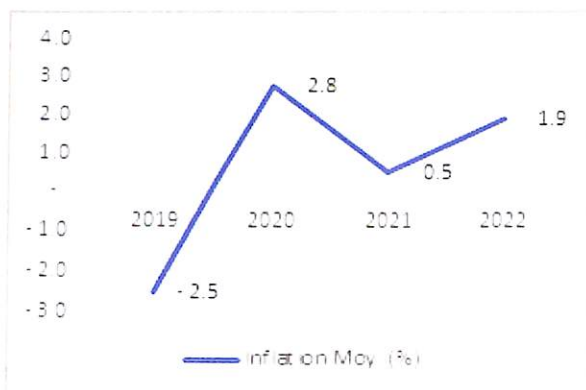
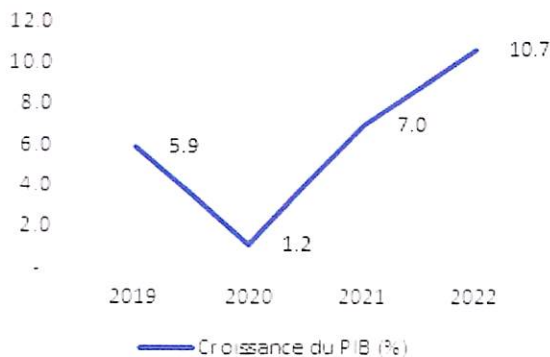
Perspectives

L'activité économique devrait renouer avec une croissance de 7% en 2021, et rebondir à 10,7% en 2022. L'inflation moyenne devrait baisser à 0,5% en 2021, puis augmenter à 1,9% en 2022. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 4,4% du PIB en 2021, puis à 3,5% du PIB en 2022, grâce

à l'augmentation des recettes perçues et à une réduction des dépenses. La dette brute devrait augmenter légèrement pour atteindre 44,9% du PIB en 2021, avant de chuter à 43,2% du PIB en 2022. Le déficit de la balance courante devrait se creuser à 16,9% en 2021, avant de se contracter à 11% en 2022, en raison de l'amélioration anticipée de la balance commerciale.

De très Fortes Turbulences probables

À l'instar de tous les autres pays de la sous-région, la pandémie de COVID-19 constitue la plus grande menace pour le redressement rapide de l'économie nigérienne.



NIGERIA

Performances macroéconomiques

La pandémie de COVID-19 a entraîné un repli de l'économie nigériane à un taux de croissance de 1,8% en 2020, contre 2,2% en 2019. L'inflation moyenne a augmenté de 11,4% à 13,2% au cours de la période, sous l'effet de la flambée des prix des denrées alimentaires. Le déficit budgétaire a augmenté à 5,8% du PIB, contre 4,8% en 2019, les recettes nominales ayant régressé d'environ 16% et les dépenses ayant légèrement progressé de 1,6%. La dette brute a augmenté pour atteindre 35,1% du PIB en 2020, contre 29,2% en 2019, le déficit de financement s'étant alourdi. Le déficit de la balance courante s'est toutefois amélioré atteignant 3,7% du PIB, contre 3,8% en 2017, même si la balance commerciale des biens s'est détériorée à un taux de -3,5% du PIB, contre 0,6% en 2019.

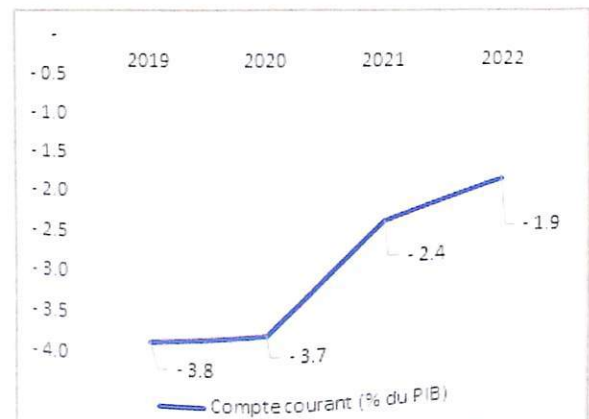
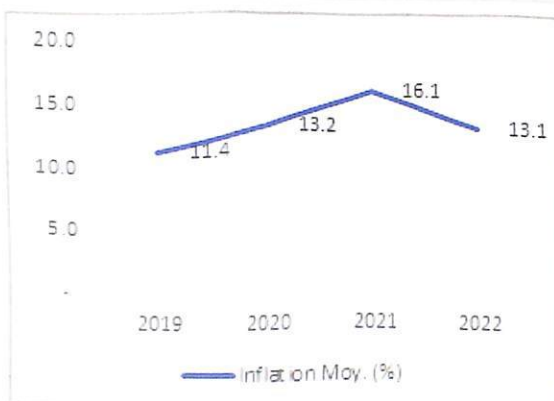
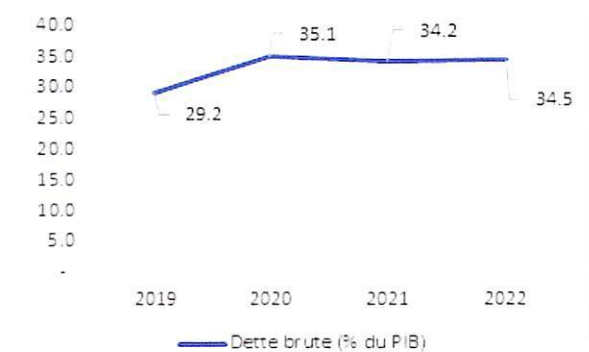
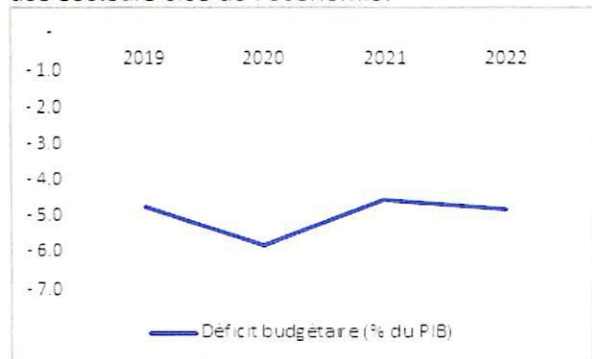
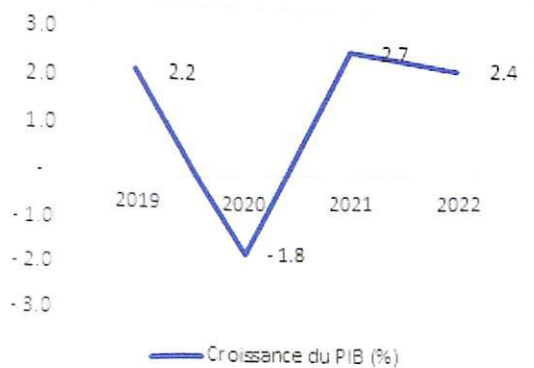
Perspectives

L'activité économique devrait enregistrer une croissance de 2,7% en 2021 et une croissance de 2,4% l'année suivante, grâce au rebond des prix du pétrole brut, après leur repli au début de l'année 2020. L'inflation moyenne devrait augmenter à 16,1% en 2021, avant de chuter à 13,1% en 2022. Le déficit budgétaire devrait se contracter à 4,5% du PIB en 2021 et augmenter à 4,8% en 2022, grâce à la reprise des recettes et à la rationalisation des dépenses. La dette brute

devrait accuser une baisse marginale et atteindre 34,2% du PIB en 2021, avant d'augmenter légèrement à 34,5% en 2022. La balance courante devrait s'améliorer et atteindre -2,4% du PIB en 2021 et -1,9% en 2022, grâce à la production du pétrole brut et à la flambée des prix.

De très Fortes Turbulences probables

La persistance de la COVID-19 pourrait compromettre les efforts de redressement de l'économie. Si la pandémie se prolonge, il est probable qu'elle entrainera de nouvelles restrictions, ce qui pourrait limiter les capacités de production internes et plonger l'économie dans une nouvelle récession. Une baisse des cours du pétrole brut, non imputable à la pandémie, affectera le flux des recettes et les dépenses dans des secteurs clés de l'économie.





SENEGAL

Performances macroéconomiques

L'activité économique au Sénégal a affiché une croissance de 0,8% en 2020, contre 4,4% en 2019. En moyenne, l'inflation a augmenté à 2,5%, contre 1%, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires au cours de la période. Le déficit budgétaire a crû pour atteindre 6,4% du PIB en 2020, contre 3,9% en 2019. Cette hausse s'explique par une augmentation de 16,7% des dépenses, tandis que les recettes ont progressé de 6,3%. La dette brute s'est creusée à 65,8% en 2020, contre 64,8% en 2019, à l'instar du déficit budgétaire. Le déficit de la balance courante s'est établi à 11% du PIB en 2020, contre 7,8% en 2019.

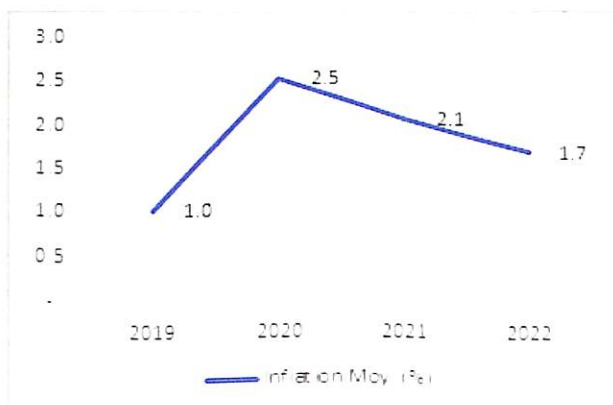
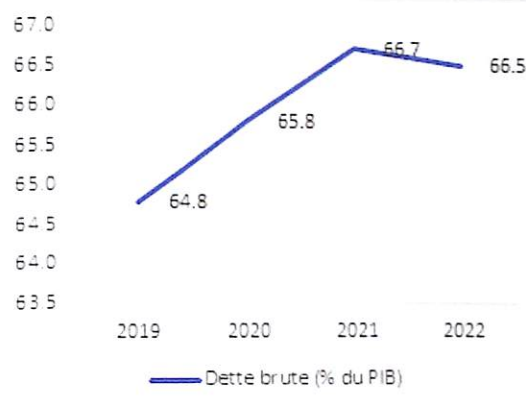
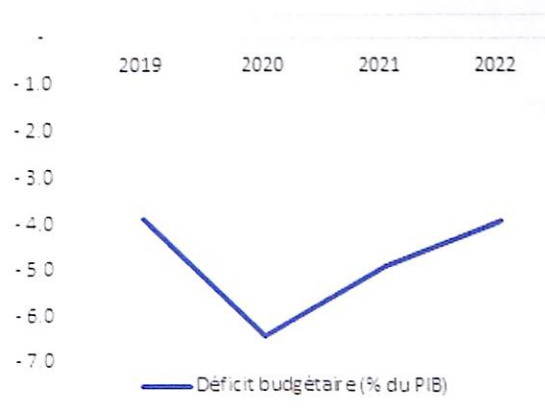
Perspectives

Avec la relance progressive de l'économie mondiale, l'économie sénégalaise devrait renouer avec une croissance élevée du PIB, soit un taux de 5,1% en 2021 et un taux de 6,1% en 2022. L'inflation moyenne devrait reculer à 2,1% et à 1,7% en 2021 et 2022, respectivement. Le déficit budgétaire devrait enregistrer une baisse sensible pour s'établir à 4,9% du PIB en 2021, puis à 3,9% en 2022, à la faveur de l'augmentation escomptée des recettes et de la réduction des dépenses. La

dette brute poursuivra sa trajectoire ascendante en 2021, en se hissant à 66,7% du PIB, avant de fléchir à 66,5% en 2022. Le déficit de la balance courante devrait augmenter à 12,6% du PIB en 2021 et se contracter à 11,7% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

A l'instar des autres pays, le Sénégal espère une résorption rapide de la pandémie de COVID-19, dans la mesure où une pandémie plus longue pourrait entraver les exportations et la croissance économique.



SIERRA LEONE

Performances macroéconomiques

L'économie sierra-léonaise a enregistré une baisse de 2,2% en 2020, contre une croissance de 5,5% en 2019, en raison de la pandémie de COVID-19. L'inflation moyenne a légèrement augmenté à hauteur de 15,7%, contre 14,8% en 2019. En 2020, le déficit budgétaire a grimpé pour atteindre 5,5% du PIB, contre 3,1% en 2019, du fait de l'augmentation des dépenses sociales et de la santé induite par la pandémie de COVID-19. Ce déficit tient à une croissance moins soutenue des recettes que celle des dépenses, les recettes ayant seulement augmenté de 19,7% contre une croissance de 31,2 % des dépenses sur la période. La dette brute a augmenté pour atteindre 71,9% du PIB en 2020, contre 71,7% en 2019, et le déficit de la balance courante s'est réduit à 15% du PIB, contre 22,2 % en 2019.

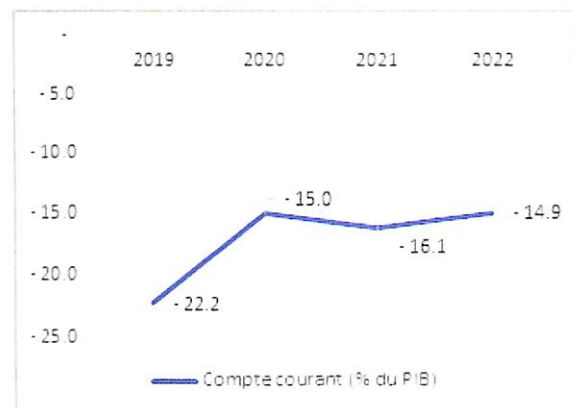
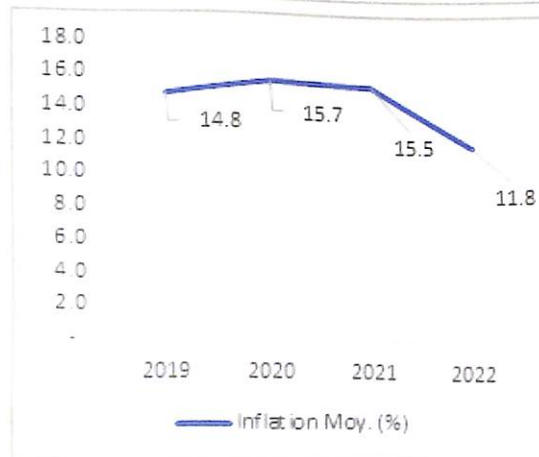
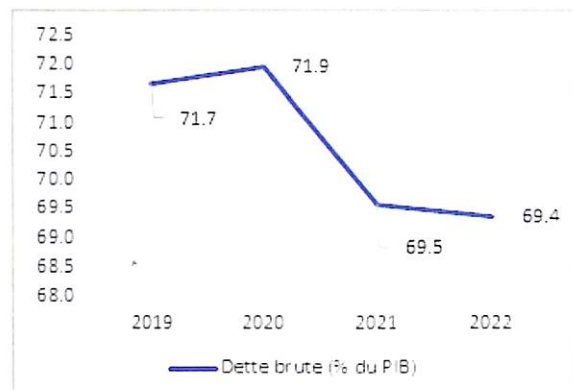
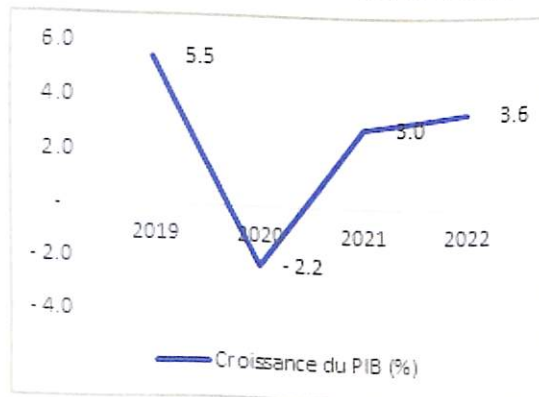
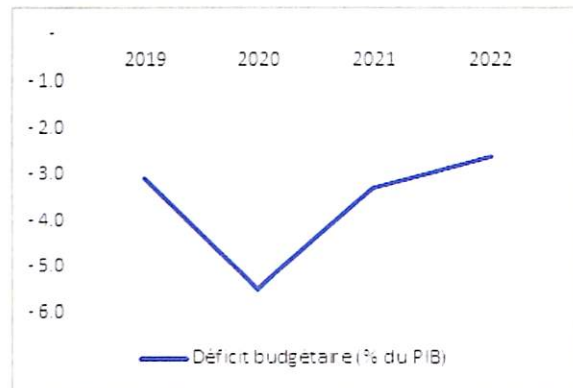
Perspectives

La Sierra Leone devrait connaître une croissance économique de 3% en 2021, et une croissance de 3,6% en 2022. L'inflation moyenne devrait décroître légèrement à 15,5% en 2021, puis à 11,8% en 2022. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 3,3% du PIB en 2021, puis régresser à 2,6% en 2022, grâce à une hausse escomptée

des recettes et à une réduction des dépenses. La dette brute devrait baisser à 69,5% du PIB en 2021, puis à 69,4% en 2022. Le déficit de la balance courante devrait se chiffrer à 16,1% du PIB, avant de chuter à 14,9% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

Le déclin de la pandémie semble se profiler au-delà de 2021, car les cas de contamination augmentent dans plusieurs régions et le déploiement des vaccins tourne au ralenti dans les régions pauvres. Si cette situation perdure, la Sierra Leone sera confrontée à une baisse des cours des matières premières et à un problème de liquidités.





TOGO

Performances macroéconomiques

L'activité économique du Togo a progressé de 0,7% en 2020, contre une croissance de 5,5% en 2019, sous le coup de la pandémie de COVID-19. L'inflation moyenne a augmenté à 1,8% en 2020, contre 0,7% en 2019, et le déficit de la balance courante s'est hissé à 3,7% du PIB, contre 2,5%. Le solde budgétaire est passé de 1,6% du PIB à -6,1% en 2020, les recettes nominales ayant diminué de 1,5% en 2020, tandis que les dépenses ont affiché une hausse de 47,1%. La dette brute a crû à 57,6% du PIB en 2020, contre 53,6% en 2019, afin de combler le déficit de financement occasionné par l'augmentation des dépenses sociales et de santé.

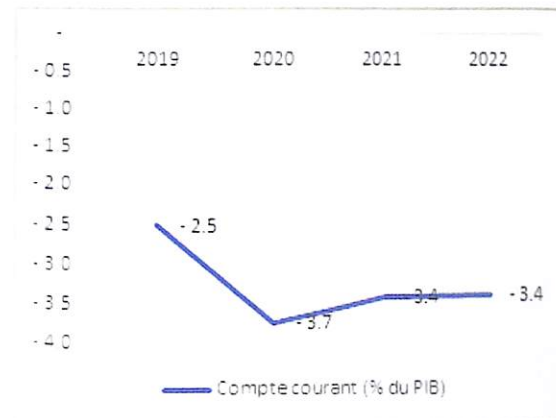
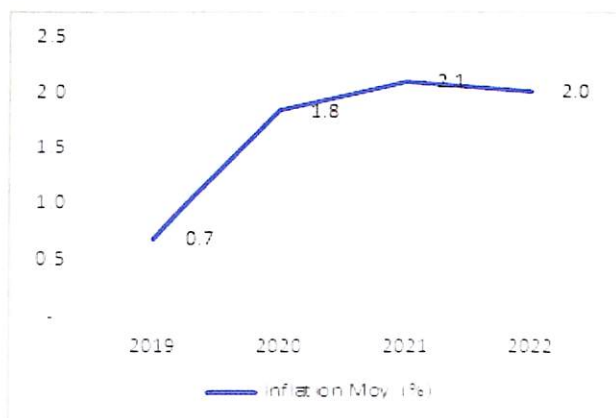
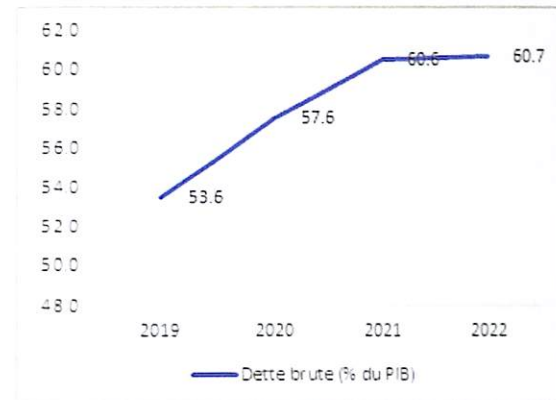
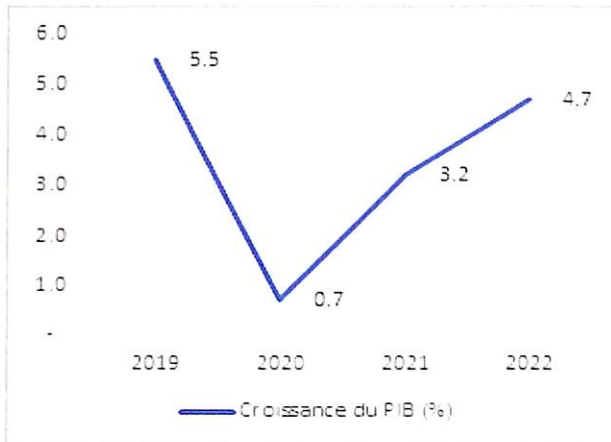
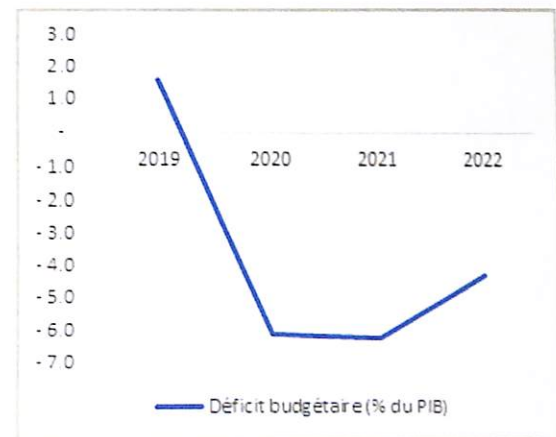
Perspectives

L'économie devrait afficher une croissance de 3,2% en 2021, puis un taux de croissance de 4,7% en 2022, tirés par la hausse des prix des matières premières et de la hausse de production. L'inflation moyenne devrait progresser à 2,1% en 2021 avant de fléchir à 2% en 2022. Le déficit budgétaire devrait augmenter légèrement à 6,2%

du PIB en 2021 et se replier à 4,2% en 2022. La dette brute devrait augmenter à 60,6% du PIB en 2021, puis à 60,7% en 2022.

De très Fortes Turbulences probables

Tout comme les autres pays de la sous-région, le Togo sera durement touché si la pandémie n'est pas jugulée à temps. Une chute improbable des cours des matières premières en 2021 pourrait également avoir un impact négatif sur l'économie.



ANNEXES STATISTIQUES

Groupements de la CEDEAO

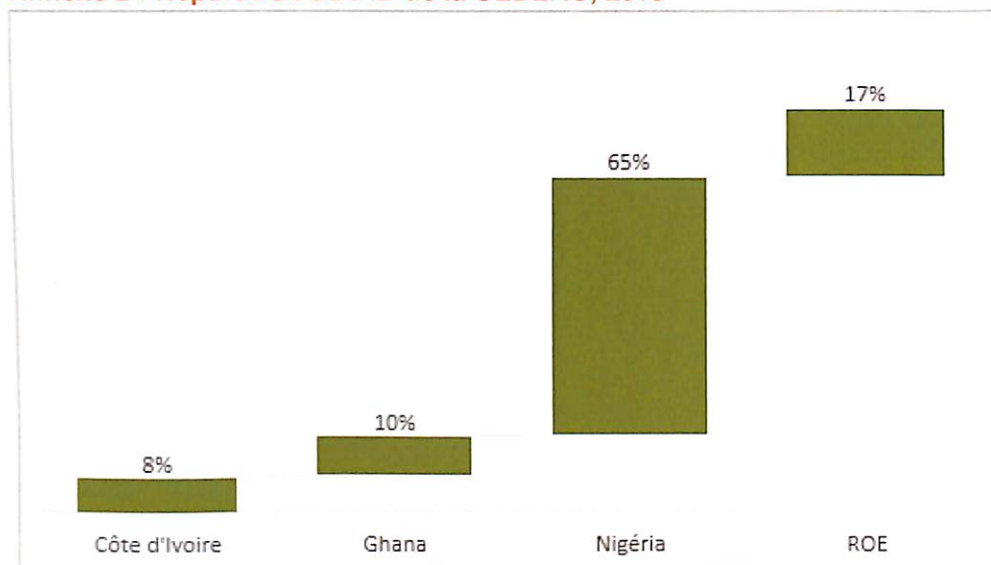
Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)	Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO)	Autres
Bénin	Gambie	Cap-Vert
Burkina Faso	Ghana	
Côte d'Ivoire	Guinée	
Guinée-Bissau	Libéria	
Mali	Nigéria	
Niger	Sierra Leone	
Sénégal		
Togo		

Annexe 1 : Croissance du PIB réel (%)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	6,7	6,9	2,0	5,2	5,9
Burkina Faso	6,8	5,7	0,8	4,3	5,5
Cap-Vert	4,5	5,7	-14,0	4,5	6,2
Côte d'Ivoire	6,9	6,2	2,3	5,7	6,5
Gambie	7,2	6,1	-	5,5	6,7
Ghana	6,3	6,5	0,9	4,7	5,9
Guinée	6,2	5,6	5,2	5,5	5,4
Guinée-Bissau	3,4	4,5	-2,4	3,0	4,1
Libéria	1,2	-2,5	-3,0	3,3	4,8
Mali	4,7	4,8	-2,0	4,0	6,0
Niger	7,2	5,9	1,2	7,0	10,7
Nigéria	1,9	2,2	-1,8	2,7	2,4
Sénégal	6,2	4,4	0,8	5,1	6,1
Sierra Leone	3,5	5,5	-2,2	3,0	3,6
Togo	5,0	5,5	0,7	3,2	4,7
CEDEAO	3,5	3,5	-0,7	3,9	4,5

Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

Annexe 2 : Répartition du PIB de la CEDEAO, 2019



Source : Calcul des services de la BIDC sur la base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale
Notes : ROE signifie reste de la CEDEAO

Annexe 3 : PIB par habitant

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
	US \$				
Bénin	1 241	1 218	1 251	1 417	1 529
Burkina Faso	821	775	791	894	969
Cap-Vert	3 616	3 602	3 148	3 570	3 846
Côte d'Ivoire	2 265	2 228	2 278	2 684	2 899
Gambie	729	774	791	832	938
Ghana	2 217	2 221	2 223	2 198	2 547
Guinée	916	1 012	1 106	1 141	1 302
Guinée-Bissau	866	811	790	818	866
Libéria	731	669	646	669	793
Mali	923	907	897	970	1 050
Niger	573	554	566	635	717
Nigéria	2 153	2 230	2 083	2 271	2 620
Sénégal	1 459	1 430	1 460	1 648	1 776
Sierra Leone	534	527	527	476	545
Togo	902	893	905	1 020	1 088
CEDEAO	1 753	1 785	1 717	1 867	2 122

Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

Annexe 4 : Déflateur du PIB (en variation annuelle du pourcentage)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	0,6	-0,3	1,5	2,1	1,9
Burkina Faso	2,4	-3,0	2,2	3,0	2,7
Cap-Vert	1,5	0,6	0,9	1,4	1,5
Côte d'Ivoire	0,6	0,2	0,6	2,0	1,4
Gambie	7,0	7,1	7,2	6,4	5,7
Ghana	10,2	9,2	8,6	10,0	9,4
Guinée	10,0	9,3	10,9	8,5	8,3
Guinée-Bissau	-5,2	-3,5	0,1	2,0	1,7
Libéria	-3,3	-3,7	2,0	10,6	13,2
Mali	1,5	2,1	2,0	2,0	2,1
Niger	2,4	0,1	2,8	0,7	2,0
Nigéria	10,2	10,4	7,8	15,2	12,7
Sénégal	-0,8	1,9	2,1	2,0	1,7
Sierra Leone	14,0	8,6	13,9	15,2	10,5
Togo	1,4	1,5	1,1	2,0	1,9

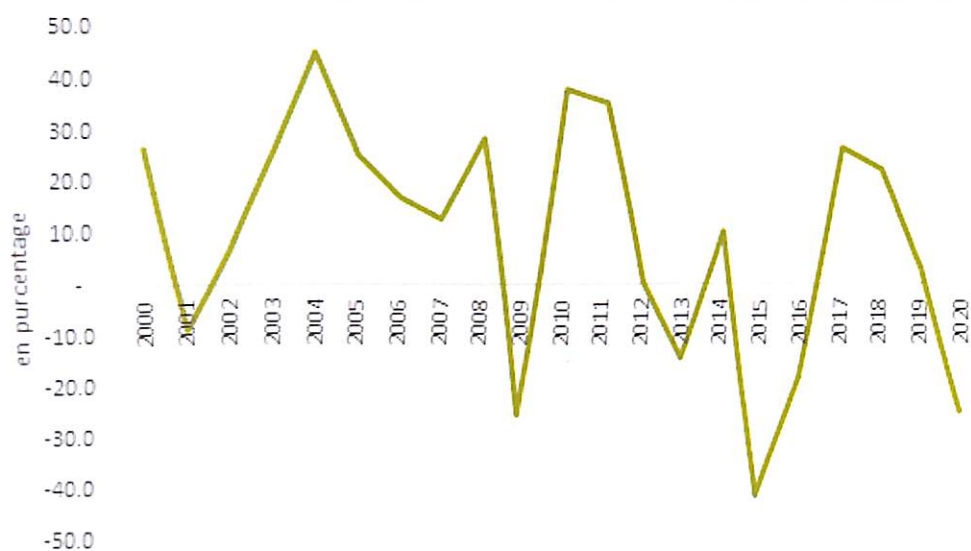
Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

Annexe 5 : Indice des prix à la consommation (en variation du pourcentage annuel moyen)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	0,8	-0,9	3,0	2,2	2,0
Burkina Faso	2,0	-3,2	1,9	2,8	2,5
Cap-Vert	1,3	1,1	0,6	1,3	1,4
Côte d'Ivoire	0,4	0,8	2,5	2,1	1,5
Gambie	6,5	7,1	5,9	6,2	5,5
Ghana	9,8	7,1	9,9	9,9	9,2
Guinée	9,8	9,5	10,6	8,3	8,1
Guinée-Bissau	0,4	0,3	1,5	2,1	1,9
Libéria	23,5	27,0	17,0	11,0	14,1
Mali	1,7	-2,9	0,6	1,9	2,0
Niger	2,8	-2,5	2,8	0,5	1,9
Nigéria	12,1	11,4	13,2	16,1	13,1
Sénégal	0,5	1,0	2,5	2,1	1,7
Sierra Leone	16,0	14,8	15,7	15,5	11,8
Togo	0,9	0,7	1,8	2,1	2,0

Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

Annexe 6 : Exportation de marchandises de la CEDEAO



Source : Calcul des services de la BIDC sur la base de données du CNUCED

Annexe 7 : Solde de la balance courante

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	-4,6	-4,0	-4,7	-4,4	-3,8
Burkina Faso	-4,1	-3,3	-3,7	-4,4	-4,7
Cap-Vert	-5,2	-0,4	-13,8	-10,6	-6,4
Côte d'Ivoire	-3,6	-2,7	-3,6	-3,6	-3,3
Gambie	-9,5	-5,3	-5,5	-12,0	-12,2
Ghana	-3,1	-2,8	-3,3	-3,0	-4,8
Guinée	-20,3	-13,7	-12,1	-14,0	-12,3
Guinée-Bissau	-3,6	-8,5	-10,0	-6,5	-5,6
Libéria	-22,3	-19,5	-18,1	-18,6	-18,6
Mali	-4,9	-4,8	-2,0	-4,1	-4,4
Niger	-12,6	-12,3	-13,3	-16,9	-11,0
Nigéria	0,9	-3,8	-3,7	-2,4	-1,9
Sénégal	-8,8	-7,8	-11,0	-12,6	-11,7
Sierra Leone	-18,7	-22,2	-15,0	-16,1	-14,9
Togo	-1,9	-2,5	-3,7	-3,4	-3,4
CEDEAO	-1,6	-4,3	-4,4	-3,8	-3,4

Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

Annexe 8 : Solde budgétaire (hors subventions)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	-3,0	-0,5	-4,9	-4,5	-3,0
Burkina Faso	-4,4	-3,5	-5,2	-5,5	-4,7
Cap-Vert	-2,7	-1,8	-8,9	-8,0	-3,6
Côte d'Ivoire	-2,9	-2,3	-5,9	-4,6	-3,5
Gambie	-6,1	-2,5	-1,9	-3,8	-2,0
Ghana	-7,0	-7,3	-16,0	-12,6	-10,2
Guinée	-1,1	-0,5	-3,6	-2,2	-2,2
Guinée-Bissau	-4,9	-3,9	-9,0	-5,2	-3,6
Libéria	-5,1	-4,6	-2,8	-2,3	-1,8
Mali	-4,7	-1,7	-5,5	-5,5	-4,5
Niger	-3,0	-3,6	-5,8	-4,4	-3,5
Nigéria	-4,3	-4,8	-5,8	-4,5	-4,8
Sénégal	-3,7	-3,9	-6,4	-4,9	-3,9
Sierra Leone	-5,6	-3,1	-5,5	-3,3	-2,6
Togo	-0,6		-6,1	-6,2	-4,2
CEDEAO	-4,3	1,6	-6,8	-5,3	-5,0

Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

Annexe 9 : Ratio recettes/PIB (%)

États membres	2019	2020	2021
Bénin	14,1	14,8	14,2
Burkina Faso	20,4	21,7	20,7
Cap-Vert	29,4	25,8	29,7
Côte d'Ivoire	15,0	14,4	15,3
Gambie	21,0	21,7	21,5
Ghana	13,7	12,3	13,1
Guinée	14,1	14,6	14,3
Guinée-Bissau	15,4	17,2	18,2
Libéria	29,0	29,9	28,5
Mali	21,4	20,0	21,8
Niger	18,0	17,6	18,4
Nigéria	7,9	6,3	7,5
Sénégal	20,4	21,1	20,5
Sierra Leone	18,0	19,3	19,9
Togo	17,7	17,1	16,9
CEDEAO	10,4	9,1	10,1

Source : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale

Annexe 10 : Ratio dette brute/PIB (%)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	41,1	41,2	45,4	47,5	46,4
Burkina Faso	37,7	42,7	44,3	46,5	47,5
Cap-Vert	125,6	125,0	139,0	139,1	132,3
Côte d'Ivoire	40,1	41,2	45,7	45,9	45,9
Gambie	84,6	80,1	75,8	72,7	67,9
Ghana	63,2	63,9	78,0	79,6	80,4
Guinée	38,3	36,8	41,4	42,1	42,9
Guinée-Bissau	59,2	66,9	78,1	78,9	77,9
Libéria	39,7	55,4	61,8	55,4	49,0
Mali	36,1	40,5	44,2	46,0	46,7
Niger	36,9	39,8	44,2	44,9	43,2
Nigéria	27,7	29,2	35,1	34,2	34,5
Sénégal	63,5	64,8	65,8	66,7	66,5
Sierra Leone	69,1	71,7	71,9	69,5	69,4
Togo	57,3	53,6	57,6	60,6	60,7
CEDEAO	35,8	37,1	43,5	43,1	43,1

Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale et prévisions des services de la BIDC pour 2021-2022

©2021 Banque d'investissement et de
développement de la CEDEAO

